

# Le cahier des initiatives

INCLUSION



dgefp



## Edito

Dans un contexte de reprise économique, l'enjeu républicain est de faire en sorte que la croissance, de retour, avec les créations d'emploi bénéficie à tous, permettant selon le principe « nul n'est inemployable », l'insertion des personnes éloignées du marché du travail. Le pari de l'inclusion dans l'emploi est double : pour les personnes qui doivent être accompagnées dans leur parcours vers un emploi, c'est le pari que cette réussite sera réelle et durable, que notre société fonctionnera mieux dans son ensemble grâce à la participation de tous ceux qui se sentent aujourd'hui à sa marge, et pour les entreprises confrontées à un besoin de main d'œuvre et de compétences, c'est faire le pari de trouver de nouvelles réponses à leurs problématiques de recrutement.

Pour répondre à ces enjeux, nous avons entrepris un repositionnement des politiques d'inclusion autour de trois idées principales :

- **La logique de compétences** avec la volonté de répondre résolument au besoin structurel d'inclusion dans l'emploi des individus en rupture avec certaines pratiques passées qui s'attachaient, parfois, trop, à des objectifs conjoncturels de court terme. Cette logique devient la clé d'entrée de tous nos outils d'insertion. C'est elle qui a guidé la transformation des contrats aidés en parcours emploi compétences avec la sélection des employeurs et la formalisation des savoirs et compétences professionnelles que le contrat doit permettre d'acquérir. C'est aussi, bien sûr, la logique du PIC qui porte la volonté d'aller former, en accompagnant un million de demandeur d'emploi et un million de jeunes supplémentaires.
- **La logique de parcours** avec la recherche du décloisonnement des dispositifs tout en donnant une plus grande souplesse aux territoires pour que le cadre national s'adapte aux réalités des territoires. Cette logique doit transcender celle de dispositif pour partir toujours des besoins individuels et adopter la logique d'alternance d'insertion : mise en situation professionnelle, accompagnement, formation. C'est la logique du fonds d'inclusion dans l'emploi - regroupant les moyens dédiés à l'insertion par l'activité économique (IAE), les parcours emploi compétences (PEC), les entreprises adaptées (EA) et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) - qui donne plus de visibilité mais qui, aussi, ouvre des marges de manœuvre bien plus importantes aux services déconcentrés pour répartir les crédits disponibles.
- **La logique d'innovation**, pour bousculer l'existant et expérimenter de nouveaux dispositifs pour s'adapter aux besoins des personnes. C'est le sens du volet expérimentation du PIC, notamment de l'appel à projet 100% inclusion, de la ligne des 4% du fonds d'inclusion dans l'emploi pour la promotion des initiatives territoriales.

**C'est aussi le sens de la Journée des initiatives territoriales (JITE) ou encore du Village FSE. Le rôle de ces événements est de repérer les projets remarquables, de leur apporter de la visibilité, et de favoriser les collaborations entre acteurs de l'inclusion**

Sur l'ensemble du territoire, nous constatons l'abondance des initiatives visant à favoriser l'inclusion dans l'emploi des publics vulnérables. Nous devons être attentifs aux nouvelles pratiques et aux nouveaux modèles économiques qui créeront les conditions de l'inclusion de ceux qui, pour le moment, restent encore à l'écart du marché du travail et faciliter leur capitalisation et leur essaimage.

### **Présentation du carnet d'initiatives**

Ce carnet d'initiatives est le fruit d'un travail collectif : dans un premier temps celui de l'équipe de la cheffe de projet démarches territoriales, dans un second temps celui de plusieurs professionnels de la sous-direction parcours d'accès à l'emploi de la DGEFP. Ensemble, ils ont procédé à une sélection, avec la volonté qu'elle couvre différents champs et publics, donnant à voir des exemples diversifiés. En effet, les projets ont été proposés pour la plupart dans le cadre de l'appel à remontée d'initiatives, organisées par la DGEFP entre 2016 et 2018. D'autres, ont fait l'objet d'un financement FSE, 6 fiches sont ainsi issues de l'appel à projets *Trophées du FSE*.

L'ambition de ce guide est d'inspirer, à travers la diversité des actions impulsées sur les territoires, dans une volonté de faire différemment, de susciter l'adhésion d'un grand nombre de parties prenantes, en plaçant les publics bénéficiaires au cœur de la dynamique. Il est composé de 41 fiches, classées à la fois par mots-clés ou par type de public visé.

Le lecteur trouvera des projets déployés sur 16 régions différentes (DOM compris), destinés à des demandeurs d'emplois de longue durée, des travailleurs handicapés, des bénéficiaires du RSA, des jeunes éloignés de l'emploi. Les initiatives s'appuient sur des leviers d'innovation distincts : de l'appui RH aux entreprises, à la création d'un groupement d'employeurs sport et loisirs, en passant par le renforcement des partenariats locaux ou les parcours linguistiques à visée professionnelle, chaque territoire est porteur d'une initiative qui lui est propre, dans le respect de ses spécificités.

Je vous souhaite d'y puiser de nouvelles idées pour fédérer les acteurs sur vos territoires, faire avancer les projets et bien sûr insuffler de nouvelles initiatives.

Bruno Lucas

Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle

# Liste des fiches

## Auvergne-Rhône-Alpes

- 1 - Un toit, un emploi
- 2 - Parcours évolutif de retour vers le logement et l'emploi
- 3 - Anticiper les métiers de demain

## Bourgogne-Franche-Comté

- 4 - Passerelle vers l'emploi
- 5 - Etude des secteurs pourvoyeurs d'emploi réfugiés
- 6 - Job board
- 7 - Banc d'essai
- 8 – Mobijob
- 9 – De la couture à l'industrie

## Bretagne

- 10 - SAS Clause sociale, Femmes et BTP
- 11 - L'entreprise apprenante en milieu carcéral
- 12 - Mobilité
- 13 - Coordination garde d'enfants : Loustic Services
- 14 – A.I .D.E.

## Centre-Val de Loire

- 15 - Vita Air, l'alliance positive
- 16 - Remobilisation vers l'emploi

## Grand Est

- 17 - Intégrer les personnes sourdes et malentendantes
- 18 - Alternance pour tous
- 19 - Création d'un ensemble de la médiation sociale
- 20 - Activités rémunérées à la carte
- 21 - Training job

## Guyane

- 22 - La construction de parcours dans le sport et l'animation en Guyane

## Hauts-de-France

- 23 - Accompagnement vers l'apprentissage
- 24 – RESO
- 25 - DKbus

## **Ile-de-France**

26 - Accès au métier de boucher

27 - Parcours linguistiques destinés aux résidents de campements illicites

28 - Les clauses sociales du Grand Paris

29 - Lulu dans ma rue

30 – Construit-toit

## **La Réunion**

31 - PréKap'r

## **Martinique**

32 - Profession maçonnes finisseuses

33 - Re'cycle

## **Normandie**

34 - Plan d'actions seniors

## **Nouvelle-Aquitaine**

35 - 48H seniors, agir pour l'inclusion dans l'emploi

36 - Cellule @tout Charente Emploi

## **National**

37 - TAPAJ

## **Occitanie**

38 - Mixité, métiers, égalité

39 - Le numérique prend ses quartiers

40 – Chantier tremplin

41 – MIAOU emploi

## **PACA**

42 - Working first 13

43 - HOPE

44 - SKOLA

45 - Label Empl'itude

## **Pays de la Loire**

46 - Job coach 53

## Repères pour la recherche :

### Par mot-clé :

- Alternance – fiches 7 / 18 / 23 / 25 / 31
- Appui au recrutement – fiches 5 / 6 / 14 / 21 / 25 / 34 / 36
- BTP – fiche 32
- Clause d'insertion/clause sociale – fiches 10 / 28
- Coaching professionnel – 1 / 11 / 17 / 21 / 23 / 27 / 41 / 42 / 43 / 44 / 46
- Compétences – fiche 9 / 11 / 15 / 16
- Egalité femmes-hommes – fiches 9 / 10 / 32 / 38
- Entrepreneuriat – fiche 29
- Entreprises – fiches 15 / 16 / 17 / 20 / 24 / 26 / 28 / 36 / 44 / 45
- ESS – fiche 13 / 29
- Formation – fiches 10 / 14 / 22 / 26 / 27 / 30 / 32 / 42 / 43 / 44
- Garde d'enfants – fiche 13
- GE/GEIQ – fiche 22
- Handicap – fiches 7 / 17 / 18 / 31 / 42 / 46
- IAE – fiches 1 / 2 / 15 / 19 / 20 / 28 / 29 / 37 / 38 / 40 / 46
- Industrie - 9
- Logement – fiches 1 / 2 / 30
- Mobilité – fiches 1 / 8 / 9 / 12 / 25
- Mutualisation des ressources – fiches 3 / 4 / 19 / 24 / 37
- NEET – fiches 4 / 23 / 41
- Numérique – fiches 3 / 6 / 24 / 39
- Parrainage – fiche 3 / 16
- PLIE – fiches 2 / 10 / 35 / 39 / 45
- QPV – fiches 4 / 16 / 20 / 21 / 23 / 33 / 39 / 40 / 41
- Sport – fiches 21 / 22
- Transition écologique – fiche 33

### Par type de public visé :

- Conseillers – fiche 3 / 24
- DELD / DETLD / BRSA – fiches 1 / 2 / 8 / 9 / 10 / 16 / 19 / 20 / 21 / 26 / 27 / 28 / 29 / 36 / 39 / 40 / 41 / 44 / 45
- Détenus / Sous main de justice – fiche 11
- Femmes – fiche 9 / 10 / 32 / 38
- Jeunes – fiches 3 / 4 / 6 / 12 / 22 / 23 / 25 / 33 / 37 / 41 / 44
- Personnes en situation de handicap – fiches 7 / 17 / 18 / 31 / 42 / 46
- Réfugiés et primo-arrivants – fiches 5 / 14 / 30 / 43
- Salariés fragiles – fiches 13 / 45
- Salariés des SIAE – fiche 15
- Seniors – fiches 34 / 35

## Financements spécifiques :

- FSE / IEJ – fiches 2 / 3 / 7 / 8 / 12 / 22 / 23 / 28 / 30 / 35 / 36 / 40 / 45
- Revitalisation – fiches 4 / 20 / 29 / 34

## Glossaire (sigles en italique dans le texte)

ACI	Ateliers et chantiers d'insertion
ADAPEI	Association départementale de parents et d'amis des personnes handicapées mentales
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
AFPA	Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes
AGEFIPH	Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées
AI	Association intermédiaire
ANACT	Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail
ARML	Association régionale des missions locales
ARS	Agence régionale de santé
BDF	Banque de France
BRSA	Bénéficiaire du RSA
BTP	Bâtiment et travaux publics
CAARUD	Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues
CAF	Caisse d'allocations familiales
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CDAS	Centre départemental d'action sociale
CECRL	Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues
CEP	Conseil en évolution professionnelle
CFA	Centre de formation d'apprentis
CHEOPS	Conseil national handicap et emploi des organismes de placements spécialisés
CIO	Centre d'information et d'orientation
CLSPD	Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance
CMA	Chambre des métiers et de l'artisanat
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale
CPF	Compte personnel de formation
CRESS	Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire
CRIJ	Centre régional d'information jeunesse
CSAPA	Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie
DDCS	Direction départementale de la cohésion sociale
DDCSPP	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection de la population
DRJSCS	Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
DDTM	Direction départementale des territoires et de la mer

DE	Demandeur d'emploi
DEAL	Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (outre mer)
DELD	Demandeur d'emploi de longue durée
DETLD	Demandeur d'emploi de très longue durée
DGDDI	Direction générale des douanes et droits indirects
DIECCTE	Dans l'Outre-mer français qui regroupe sur un même territoire les fonctions de la région et celle du département (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et Réunion), les DIRECCTE sont dénommées les directions des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DIHAL	Délégation Interministérielle pour l'hébergement et l'accès au Logement
DIRECCTE	Directions régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DRDFE	Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité
DRDJSCS	Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DRFiP	Direction régionale des finances publiques
EA	Entreprise adaptée
EI	Entreprise intermédiaire
ESAT	Etablissement et service d'aide par le travail
ESS	Economie sociale et solidaire
ETI	Entreprise de taille intermédiaire (de 250 à 4999 salariés et chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliards d'euros ou total de bilan inférieur à 2 milliards d'euros)
ETTI	Entreprise de travail temporaire d'insertion
FAFIH	Fond national d'Assurance Formation de l'Industrie Hôtelière
FAFTT	Fonds d'assurance formation du travail temporaire (a vocation à être intégré dans l'OPCO des professionnels, salariés et employeurs, des services opérationnels aux entreprises et de l'emploi)
FASTT	Fonds d'Action Sociale du travail temporaire
FEGAPEI	Fédération Nationale des Associations Gestionnaires au Service des Personnes handicapées et fragiles
FIPHFP	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction publique
FLE	Français langue étrangère
FJT	Foyer de jeunes travailleurs
FPSPP	Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels (intégré dans l'Agence France compétences depuis le 01/01/2019)
FSE	Fonds social européen
GE	Groupement d'employeurs
GEIQ	Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
GEM	Groupe d'Entraide Mutuelle - secteur de la santé mentale
GIP	Groupement d'intérêt public
HCR	Hôtels cafés restaurants
IAE	Insertion par l'activité économique
IEJ	Initiative pour l'emploi des jeunes
IME	Institut médico-éducatif
MDE(F)	Maison de l'emploi (et de la formation)



MDPH	Maison des personnes handicapées
MIFE	Maison de l'information sur la formation et l'emploi
NEET	Not in Education, Employment or Training (ni en emploi ni en formation)
OFII	Office français de l'immigration et de l'intégration
OPCA	Organisme Paritaire Collecteur Agréé
OPCO	Opérateur de compétences
PIJ	Point info jeunesse
PJJ	Protection judiciaire de la Jeunesse
PLIE	Plan local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi
PME	Petite et moyenne entreprise (de 11 à 249 personnes, qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros)
PMI	Petite et moyenne entreprise industrielle
POEC	Préparation opérationnelle à l'emploi collective
POEI	Préparation opérationnelle à l'emploi individuelle
PRITH	Plan régional d'insertion des travailleurs handicapés
QPV	Quartier politique de la ville
RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
RSA	Revenu de solidarité active
RSE	Responsabilité sociétale des entreprises
SAMETH	Service d'appui au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapé
SAVS	Service d'accompagnement à la vie sociale - secteur du handicap
SCIC	Société coopérative d'intérêt collectif
SESSAD	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile
SIAE	Structure de l'insertion par l'activité économique
SPE	Service public de l'emploi
SPIP	Services Pénitentiaires Insertion et Probation
TPE	Très petite entreprise (moins de 10 salariés pour un chiffre d'affaires annuel et un bilan qui ne dépassent pas les 2 millions d'euros)
UD	Unité départementale
UDAF	Union Départementale des Associations Familiales
UIMM	Union des industries et métiers de la métallurgie
UNAFAM	Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques
UNEA	Union nationale des entreprises adaptées
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales

# Auvergne-Rhône-Alpes

Aurillac

1

## Un toit un emploi<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Lancé en 2015, « Un Toit Un emploi » propose un accompagnement au logement et à l'emploi à Aurillac à des candidats franciliens précarisés par la question du logement. L'initiative répond à une double problématique : la concentration des effets de la crise du logement d'une part et le déclin démographique et les emplois non-pourvus dans le Cantal d'autre part. La collaboration entre l'association Aurore, le bailleur social Polygone, les bénéficiaires - individus et familles - se base sur un accompagnement au cas par cas : de la préparation du projet professionnel à l'attribution d'un logement en passant par la découverte d'Aurillac. Un essaimage du projet est prévu en 2019 sur 2 autres territoires présentant les mêmes caractéristiques que le bassin aurillacois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une mobilisation des bénéficiaires, un accès direct au logement, un accompagnement dans la durée : la combinaison de ces trois leviers est une réponse nouvelle dans la lutte contre l'exclusion ;</li> <li>• Pour les publics bénéficiaires, c'est une nouvelle approche qui leur est proposée, dans laquelle ils sont moteurs et directement acteurs du changement.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Aurore

**Public cible :** DE très éloignés de l'emploi en précarité de logement

**Partenariats mobilisés :** Aurore, Polygone, DDCSPP du Cantal, CAF, CCAS, Conseil départemental, Pôle Emploi, Emmaüs, Secours Catholique et autres associations de solidarité, SIAE (notamment l'ACART qui déploie à Aurillac plusieurs ACI-EI-ETTI), Ville d'Aurillac, organismes de formation, acteurs du monde économique

**Lien :** <https://www.franceinter.fr/emissions/peripheries/peripheries-20-mars-2016>

**Référent DIRECCTE :**  
[ara.direction@direccte.gouv.fr](mailto:ara.direction@direccte.gouv.fr)

Entre 2014 et fin 2017 : 48 personnes, adultes et enfants, se sont installés à Aurillac, ce qui représente 21 ménages (familles ou individus seuls)

Sur les 27 adultes bénéficiaires du dispositif Un Toit Un Emploi en capacité d'occuper un emploi (entre 2014 et fin 2017), 59 % ont un emploi (dont 22 % CDDI) et 26 % sont sans emploi en janvier.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

# Auvergne-Rhône-Alpes

Département du Rhône

## Parcours évolutif de retour vers le logement par l'emploi (PERLE)<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Depuis 2012, le projet PERLE est né avec l'idée d'identifier parmi les résidents en structure d'hébergement du département du Rhône ceux qui sont en capacité de travailler, de favoriser leur accès à l'emploi, de faire progresser leur autonomie sociale et financière, nécessaire à leur accès au logement, et de fluidifier le dispositif hébergement pour que les places actuelles bénéficient à de nouveaux demandeurs. Le projet vise un retour à l'emploi le plus rapide possible en opérant parallèlement une levée des freins et des ajustements aux postes de travail. Il apporte également un appui aux entreprises en leur proposant un soutien à la définition de poste, au recrutement et à l'intégration durable dans l'entreprise avec un accompagnement spécifique des personnes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie éprouvée et itérative, basée notamment sur un triptyque formation / accompagnement vers l'emploi / accompagnement dans l'emploi ;</li> <li>• Caractère facilement essaimable de cette méthodologie sur la majeure partie du territoire ;</li> <li>• Participation de l'ensemble des structures d'hébergement du département ;</li> <li>• Réseau constitué de près de 150 entreprises partenaires qui fournissent des emplois et s'investissent opérationnellement (CoPil, simulations d'entretien d'embauche...).</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Foyer Notre Dame des sans-abri

**Public cible :** personnes sans domicile fixe repérées par les associations ou les centres d'hébergement

**Partenariats mobilisés :** Préfecture du Rhône, *DRJSCS* (niveaux régional et départemental 69), *Direccte UD 69*, Service public de l'emploi (Pôle emploi, les *PLIE*, Maison de l'emploi et de la formation, Missions locales du département...), fondations privées et fonds de dotation, associations (Armée du Salut, Habitat et Humanisme, Alynea, France Horizon, société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence, L'hôtel social...), entreprises nationales ou locales, *SIAE*

**Lien :** <https://www.fndsa.org/centres/parcours-perle.html>

**Référent DIRECCTE :**  
[ara.direction@direccte.gouv.fr](mailto:ara.direction@direccte.gouv.fr)

En 2017 : 276 nouvelles orientations, 231 personnes accompagnées vers l'emploi, 59% ont accédé à l'emploi (40% ont accédé à un emploi durable de plus de 6 mois, principalement en CDI, 60% ont accédé à un contrat de moins de 6 mois).

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Auvergne-Rhône-Alpes

Département du Rhône



## Anticiper les métiers de demain<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Les 12 Missions locales du Rhône, regroupées au sein d'un groupe départemental depuis 2008, ont initié en 2016 une stratégie commune pour favoriser l'insertion dans le numérique des jeunes qu'elles accompagnent. La structuration en un point d'entrée unique permet de renforcer les partenariats avec les acteurs du numérique (entreprises, organismes de formation...) et d'améliorer l'adéquation entre les profils des jeunes et les besoins des entreprises. Les actions menées de manière concertée sensibilisent ainsi les conseillers aux métiers du numérique, mobilisent les jeunes par des visites d'entreprises et des parrainages et développent leurs compétences numériques par des formations adaptées et par la participation à des ateliers avec des salariés du secteur du numérique.</p> <p>Un scénario d'animation pour une formation des conseillers aux enjeux du numérique a été produit dans le cadre du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Force du réseau des Missions Locales à se structurer et à apporter une réponse concrète aux entreprises pour leur besoin de recrutement sur une filière en pleine mutation et en recherche de profils ;</li> <li>• Action qui associe à la fois le secteur non marchand et marchand dans une volonté de décloisonnement ;</li> <li>• Amélioration de l'adéquation entre la demande des jeunes et les besoins des entreprises.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** GED (Groupe emploi départemental)

**Public cible :** Jeunes, conseillers des missions locales

**Partenaires mobilisés :** Mission Locale de Vaulx-en-Verin (chef de file au nom des 12 Missions Locales du Rhône), Organismes de formation (Simplon, IT-Akademy, Wild Code School, Web@cademie), Entreprises (Orange, Engie, Adecco, Accenture, AG2R, SFR, Vinci...), Fondation Adecco, Collectif pour l'Emploi, Emmaüs Connect, Collectif L Digital, Collectif Auvergne-Rhône-Alpes pour favoriser la place des femmes dans le numérique, Région Auvergne Rhône Alpes avec La place numérique

**Référent DIRECCTE :** [ara.direction@direccte.gouv.fr](mailto:ara.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2017

## Bourgogne-Franche-Comté

Grand Dijon : les 5 Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) à Dijon, Chenôve, Longvic et Talant et les 2 quartiers de veille à Longvic et Quétigny

### Passerelle vers l'emploi<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Il s'agit d'un pôle ressources dans le cadre du Groupe Solidarité Emploi.</p> <p>Les éducateurs effectuent un travail dans la rue en journée et aussi au moins un soir par semaine jusqu'à 20 h, pour aller à la rencontre des jeunes. Ils les accompagnent physiquement pour faire des démarches. Ils les reçoivent au bureau dans les locaux de la Prévention Spécialisée ou dans les locaux mis à leur disposition par les mairies, proches de la Mission Locale.</p> <p>Des chantiers éducatifs ont été organisés pour permettre de créer un lien avec les jeunes qui ne sont inscrits dans aucun dispositif et ensuite de poursuivre les démarches d'insertion.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement d'une réflexion collective des acteurs de l'insertion qui permet de trouver des leviers à activer afin d'innover dans les réponses apportées ;</li> <li>• Méthodologie : l'éducateur va chercher les jeunes sur leurs lieux de vie et de rassemblements, il noue une relation avec chacun afin de travailler les freins à l'emploi, dans une approche globale, visant l'insertion sociale et professionnelle. Il aborde le jeune dans son environnement (familial ou groupe de pairs) et l'accompagne vers le droit commun (formation, emploi) sans rompre la relation.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Acodège

**Public cible :** Jeunes issus des QPV

**Partenariats mobilisés :** Délégués « Politique de la Ville » de la préfète, Groupe Solidarité Emploi (coordination emploi du Grand Dijon pour les personnes issues des QPV), Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, services emploi des villes, Grand Dijon, ACOGE (association porteuse), *Directe UD Côte d'Or*, Pôle emploi, la Maison de l'emploi et de la Formation du bassin dijonnais et la Mission locale de Dijon

**Référent DIRECCTE :**

[bfc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bfc.direction@direccte.gouv.fr)

Du 1er janvier au 31 mars 2017 : les 3 éducateurs ont pu établir un lien avec 77 jeunes dont 31 % sont des filles.  
23 % des jeunes suivis sont mineurs.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2017 non présenté

# Bourgogne-Franche-Comté

Bassins d'emploi de Besançon et Montbéliard - Doubs

## Etude des secteurs pourvoyeurs d'emploi public réfugiés<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Les clés d'entrée de l'étude sont le territoire d'une part et les opportunités d'emploi d'autre part afin de mettre en lumière les emplois qui ne demandent pas une maîtrise parfaite de la langue française et ce indépendamment du niveau de compétences.</p> <p>Les secteurs <i>HCR</i> (hôtels, cafés, restaurants), Industrie et BTP sont principalement investigués dans cette démarche d'étude car structurants sur les bassins d'emploi de Besançon et de Montbéliard.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le point fort de la démarche repose sur son articulation entre l'identification des métiers qui présentent des besoins et la correspondance avec le niveau de maîtrise de la langue française que nécessite leur accessibilité en s'appuyant sur le CECRL (Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues) ;</li> <li>• L'ingénierie de construction de la correspondance métier/niveau de maîtrise de la langue française requis pour l'accès à l'emploi fait l'objet d'une double concertation et validation, par un groupe d'experts et par un groupe de professionnels.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Direccte UD 25

**Public cible :** Réfugiés

**Partenariats mobilisés :** *DDCSCPP*, les trois opérateurs de l'asile du département : *ASH-FC*, *ADOMA* et *l'ADDSEA* en partenariat avec le *CCAS* de la ville de Besançon, *OFII*, Pôle emploi, Entreprises et fédérations de métiers des secteurs *BTP*, Industrie et *HCR*, *OPCA*

**Référent DIRECCTE :** [bfc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bfc.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Bourgogne-Franche-Comté

Arrondissement de Dijon

## Job board<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>La mission locale de Dijon a créé une application à destination des jeunes et des employeurs afin de proposer un outil web efficace de recherche d'emploi. Avec ce nouvel outil, intitulé Job board, les jeunes peuvent créer leur profil, stocker leurs CV, postuler sur des offres, se positionner sur l'offre de formation, communiquer directement avec leur conseiller. En plus de proposer leurs offres, les employeurs ont un accès direct à une banque de curriculum vitae, à des informations sur les aides à l'embauche. Cette application s'inscrit dans la continuité de celle déjà créée en 2014 mais dépassée par son succès. Plus ambitieuse, elle souhaite gérer plusieurs milliers de profils. À titre de prévision, les acteurs envisagent la création de 1 000 nouveaux profils par an ainsi qu'un essaimage de l'outil par d'autres missions locales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à disposition d'outils modernes (Support numérique multi-plateformes / PC, tablette, mobile) pour répondre aux besoins du public et des entreprises.</li> <li>• Optimisation des moyens de communication pour une meilleure relation du jeune avec son conseiller</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Mission locale de l'arrondissement de Dijon

**Public cible :** Jeunes

**Partenaires mobilisés :** Mission locale, *Direccte*, Conseil régional, Société SANOFI, LOGOMOTION (programmation de l'outil), partenaires de la mission locale, jeunes, missions locales partenaires

**Référent DIRECCTE :**

[bfc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bfc.direction@direccte.gouv.fr)

Après une phase de conception et de test de deux ans, le Job board est désormais en ligne depuis le mois de décembre 2018. Conçu par la Mission Locale de l'agglomération de Dijon, cet espace collaboratif entre les jeunes, les entreprises et les conseillers permet de dialoguer, de prendre rendez-vous à la Mission Locale et surtout d'effectuer une partie des démarches de recherche d'emploi à distance. Depuis son lancement, près de 300 jeunes ont ouvert un espace personnel en ligne.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

# Bourgogne-Franche-Comté

Arrondissement de Dijon

## Banc d'essai<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Les Bancs d'essai sont un « essai » grande nature du rythme et des exigences d'une formation en alternance, mais avec une formation adaptée au public porteur de handicap. Placée en amont du contrat d'apprentissage, elle contribue au renforcement de l'attractivité de ce type de formation en alternance, souvent jugée inaccessible par ce public et leur famille et/ou structure d'accueil. Cette action s'appuie sur une coordination importante entre les CFA et les Instituts Médico éducatifs (IME). Cela permet une approche progressive du travail en alternance par des mises en situation réelles. Ce projet bénéficie du soutien de l'ARS et s'intègre au sein du programme régional de santé. Il permet le regroupement des établissements médico-sociaux d'un même territoire pour apporter une réponse coordonnée aux besoins identifiés des jeunes porteurs de handicap.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui sur les périodes d'immersion en entreprise pour construire des passerelles sécurisées pour les jeunes d'IME vers l'emploi pérenne ;</li> <li>• Accession des bénéficiaires à la certification par la voie de l'alternance.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Pupilles de l'Enseignement Public, Centre de Bourgogne-Franche-Comté (PEP CBFC) de Dijon

**Public cible :** Jeunes handicapés en IME

**Partenaires mobilisés :** ARS, CFA, IME, Agefiph, Pôle emploi, Cap emploi, missions locales, employeurs et leurs représentants, chambre d'agriculture, CRIJ, CIO, collectivités

**Référent DIRECCTE :**

[bfc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bfc.direction@direccte.gouv.fr)

Depuis 2009, ce banc d'essai a été proposé à 286 jeunes porteurs de handicap. En 2018, 29 bénéficiaires sont intégrés dans un parcours.

<sup>1</sup> Projet ayant répondu à l'appel « Trophées FSE » de 2019, non retenu



# Bourgogne-Franche-Comté

Territoire de Belfort

## Mobijob<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>La plateforme de mobilité Mobijob met en place des actions de « savoir bouger » (diagnostics mobilité, ateliers, formations...) en parallèle à des actions de « pouvoir bouger » (navettes, covoiturage, réparations, permis de conduire, locations...). La mobilité est appréhendée de manière globale, de façon à lever tous les freins et apprendre à « bouger ». La plateforme de mobilité coordonne l'ensemble des initiatives locales, régionales voire nationales pour les adapter au contexte territorial du Nord Franche-Comté et à la particularité de chaque individu en fonction de son projet professionnel et de sa situation personnelle. Grâce à une mobilisation forte des acteurs territoriaux (collectivités, entreprises, agences d'emploi, organismes de formation, acteurs de la mobilité...), la plateforme a su construire une réponse de proximité dans un souci de grande réactivité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariat riche et complémentaire grâce à une mobilisation de tous les acteurs territoriaux ;</li> <li>• Accompagnements sur mesure, avec une réponse de proximité et plurielle à tous les freins relevant de la mobilité.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Maison de l'Information et de la Formation pour l'Emploi du Territoire de Belfort

**Public cible :** DELD/DETLD

**Partenaires mobilisés :** MIFE, Préfecture du Territoire de Belfort, Direccte, Ville de Belfort, Conseil départemental, FASTT, Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté

**Lien :** <http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Actualites/Communique-de-presse-Information/Mobi-Job-ma-solution-mobilite-pour-trouver-un-emploi>

**Référent DIRECCTE :**

[afc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:afc.direction@direccte.gouv.fr)

En 2017, 79 personnes (dont 57 inscrits dans le PLIE) ont pu bénéficier de 288 navettes, représentant 1 820 déplacements.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 octobre 2018, 300 personnes ont bénéficié des services de la plateforme.

<sup>1</sup> Projet ayant répondu à l'appel « Trophées FSE » de 2019 retenu catégories Mobilité

# Bourgogne-Franche-Comté

Territoire de Belfort

## De la couture à l'industrie<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le territoire de Belfort se caractérise par une activité professionnelle orientée majoritairement vers le secteur industriel. Secteur qui fait face à une pénurie de main d'œuvre de plus en plus prégnante. Pour dépasser ces difficultés de sourcing le travail temporaire doit innover et s'inscrire dans une logique de parcours en synergie avec les acteurs emploi-formation des bassins d'emplois concernés. L'objectif est de créer des passerelles permettant à des femmes salariées en atelier chantier d'insertion ou entreprise d'insertion dans la couture, d'intégrer des postes dans le secteur industriel. Le plan d'action mis en place propose : identification des compétences transférables entre les deux secteurs, sensibilisation au secteur industriel et test (en lien avec l'<i>UIMM</i>), coaching, formation et délégation sur des métiers industriels par les agences d'emploi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénierie globale du projet innovante par l'articulation d'outils sur l'attractivité des métiers, et le développement d'une dynamique locale entre des structures d'insertion et des agences d'emploi pour la création de passerelles de compétences entre la couture et la blanchisserie et le secteur industriel ;</li> <li>• Réponse à des enjeux territoriaux en s'appuyant sur les ressources disponibles localement ;</li> <li>• Insertion professionnelle des publics éloignés, notamment féminins</li> <li>• Féminisation des métiers de l'industrie</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Projet porté conjointement par INSER-VET (*ACI*), Pluri'elles (*EI*) et *FAFTT*

**Public cible :** Femmes *DELD/DETL*

**Partenaires mobilisés :** Inser-vet, Pluri'elles, PLIE Belfort, Agences d'intérim (Manpower, Synergie, RANDSTAD, Triangle), *UIMM*, *FAFTT*

**Référent DIRECCTE :** [bfc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bfc.direction@direccte.gouv.fr)

En 2018, 10 femmes ont été identifiées en fin de parcours *IAE* ; 7 ont été formées au métier d'ouvrier de production

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2019

# Bretagne

Métropole de Rennes

## SAS Clause sociale, Femmes et BTP<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>La Maison de l'emploi de l'insertion et de la formation professionnelle de Rennes (MEIF), avec l'appui du conseil régional de Bretagne, a mis en place depuis 2014 une action expérimentale pour sécuriser les premières missions des bénéficiaires de la clause sociale par une préparation en amont (pédagogique, fonctionnement des chantiers, savoir-être). Cependant, les caractéristiques de ces emplois mènent vers des candidatures majoritairement masculines. En 2016, la MEIF a cherché à répondre au besoin d'insertion des femmes en adaptant son dispositif. Une stratégie d'information et de communication particulière a été développée qui a permis l'intégration de 50 % de femmes dans la formation. Depuis 2017, l'action est poursuivie et donne des résultats intéressants pour des publics qui auraient eu plus difficilement accès à la clause d'insertion, mais le pourcentage de femmes n'a pu être maintenu.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adéquation aux besoins des entreprises ;</li> <li>• Durée courte de formation permettant de maintenir la mobilisation des participants malgré une absence de rémunération ;</li> <li>• Moyen de sécuriser les entreprises et surtout les professionnels qui encadreront les bénéficiaires de la clause.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** MEIF du Bassin d'Emploi de Rennes

**Public cible :** DE bénéficiaires du *PLIE* / Priorité Femmes

**Partenariats mobilisés :** MEIF du Bassin d'Emploi de Rennes, Région Bretagne, *PLIE* de Rennes Métropole, organisme de formation CLPS de Rennes, Mission Locale, Pôle Emploi, structures de l'Insertion par l'Activité Economique (*ETTI, ACI*), *GEIQ*, CAP Emploi, *CCAS, CDAS*, Points Accueil Emploi, entreprises

**Référent DIRECCTE :** [bretag.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bretag.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2017

# Bretagne

Saint Briec

## L'entreprise apprenante en milieu carcéral<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Ce projet porté par l'AGEFOS-PME Bretagne, qui prend pour source la Maison d'arrêt de Saint-Briec, participe de façon innovante et multi-partenariale à la réinsertion de détenus. Le projet encourage les comportements positifs et valorise le travail avec des activités promouvant la réinsertion professionnelle. L'acquisition de compétences telles que savoir organiser son travail à la chaîne, ou respecter les exigences du client, se fait grâce à la méthodologie d'apprentissage de « formation Action » qui permet aux apprenants de retirer tous les bénéfices d'une formation opérationnelle tout en étant en situation de travail. Le suivi dès la sortie d'une agence d'intérim permet une réinsertion professionnelle mais aussi sociale, progressive et sécurisante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La formation action permet l'acquisition des compétences transversales telles que savoir organiser son travail à la chaîne sous-tendant productivité, respecter des exigences du client, utiliser de modes opératoires, respecter le règlement intérieur, utiliser des produits spécifiques, lecture d'une charte d'évacuation, normes de certifications..., (à la différence d'une formation dite classique à laquelle ont le droit les détenus à ce jour) ;</li> <li>• Développement du lien entre le suivi en incarcération et le suivi à la sortie par un partenariat d'acteurs opérationnels.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Maison d'arrêt de Saint Briec

**Public cible :** Détenus

**Partenariats mobilisés :** Délégation Territoriale AGEFOS PME Bretagne, Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Bretagne - Normandie et Pays de la Loire, SOCIETE CINQ, Maison d'Arrêt de Saint Briec (CPU), SPIP, Conseil Régional, Société GERINTER

**Référent DIRECCTE :** [bretag.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bretag.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Bretagne

## Pays de Fougères

### Mobilité<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>La mission locale du Bassin d'Emploi de Fougères couvre un territoire à dominante rurale dépourvu de liaisons ferroviaires. Seules des lignes de bus très irrégulières assurent les transports infra-territoires. Les alternatives au déplacement tels que le co-voiturage, les taxis à la demande, etc. ne profitent pas aux jeunes. Dans ce contexte, la mission locale a obtenu l'agrément d'auto-école et prépare les jeunes au passage du code et du permis de conduire. Un formateur dédié met en place des pédagogies individuelles et collectives (code et conduite). Les jeunes en difficulté sont repérés soit par les conseillers, soit par les auto-écoles privées elles-mêmes dans un partenariat gagnant/gagnant pour les jeunes concernés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amener à la conduite des jeunes qui seraient exclus du marché du travail sans solution de mobilité.</li> <li>• Double compétence du moniteur qui peut accompagner les jeunes tout en assurant un pré-apprentissage au code et à la conduite. Ce pré apprentissage est complémentaire de l'action des auto-écoles privées dans un souci de complémentarité et non de concurrence.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Mission locale du bassin de Fougères

**Public cible :** Jeunes éloignés de l'emploi

**Partenariats mobilisés :** Mission locale, DDTM, Ville de Fougères

**Référent DIRECCTE :**

[bretag.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bretag.direction@direccte.gouv.fr)

En 2017, 67 jeunes ont été accompagnés, 26 ont obtenu le permis de conduire et 13 ont obtenu le code.

<sup>1</sup> Projet ayant répondu à l'appel « Trophées FSE » de 2019 non retenu

## Bretagne

Communauté de communes de Haute Cornouaille

### Coordination garde d'enfants : Loustic Services<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le territoire présente trois caractéristiques : de nombreux emplois en horaire décalés (agroalimentaire, services à la personne, commerces), une zone d'emploi très étendue et un niveau de vie faible. La Communauté de Communes de Haute Cornouaille a mis en place un service de garde d'enfants à domicile sur des horaires atypiques et 7 jours sur 7 pour répondre aux besoins non couverts par les modes d'accueil fonctionnant en journée. Les faibles tarifs appliqués garantissent une accessibilité au service pour toutes les familles (pas d'aide financière directe, l'aide est versée au service). 55 % des familles ayant recours à Loustic Services ont un quotient familial inférieur à 800 €. En outre, ce service répond uniquement à une prise en charge des enfants sur des temps où aucune autre structure ne peut satisfaire le besoin afin de ne pas déstabiliser l'offre existante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structuration du dispositif avec le pilotage et la gestion assurés par une structure publique (EPCI) et contractualisation avec les structures d'aide à domicile du territoire pour la mise en œuvre opérationnelle des interventions au domicile des familles ;</li> <li>• Réponse à des besoins non satisfaits en matière de garde d'enfants, qui permet de lever des freins périphériques à l'emploi.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Communauté de communes de Haute Cornouaille

**Public cible :** Salariés en horaire atypique

**Partenariats mobilisés :** Communauté de communes, CAF, la Protection maternelle infantile (PMI), l'aide à domicile en milieu rural (ADMR), le conseil départemental, l'association de développement sanitaire des Montagnes Noires

**Référent DIRECCTE :**  
[bretag.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bretag.direction@direccte.gouv.fr)

Loustic Services intervient auprès de 36 familles, soit 54 salariés - parents qui travaillent avant 7 h et / ou après 19 h. Parmi ces familles, la monoparentalité est fréquente avec 16 mères seules et 6 pères seuls.

<sup>1</sup> Projet ayant répondu à l'appel « Trophées FSE » de 2019 retenu catégorie Innovation sociale

# Bretagne

Rennes et Brest

## A.I.D.E.<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Alors que les métiers HCR (hôtels, cafés, restaurants) connaissent des tensions à l'embauche, de plus en plus de travailleurs étrangers cherchent activement un emploi, le contrat de travail étant une étape cruciale de l'intégration en France. L'expérimentation « Accompagnement pour l'insertion des demandeurs d'emploi étrangers » du Fafih, l'OPCA de l'hôtellerie-restauration et des activités de loisirs, propose aux bénéficiaires de la protection internationale (BPI) une préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC) en français et en cuisine, d'une durée de 400 heures, intégrant 105 heures de stage en entreprise. Ce projet prévoit également la rédaction d'un guide d'aide aux entreprises pour les soutenir avant et pendant l'intégration des BPI.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement des entreprises (sensibilisation, professionnalisation des pratiques RH) en parallèle de la formation et de l'accompagnement du public ;</li> <li>• Pluralité et complémentarité des acteurs et partenaires mobilisés avec notamment la mise en relation de nouveaux partenaires.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** OPCO FAFIH

**Public cible :** Bénéficiaires de la Protection Internationale (statut de réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire)

**Partenariats mobilisés :** Fafih, *FPSP*, *OFII*, *Direccte*, Pôle Emploi, CRPEF (Commission Régionale Paritaire de l'Emploi et de la Formation), organisations professionnelles, Conseils Départementaux 35 et 29, partenaires de l'accompagnement, de la formation et de l'emploi

**Liens :** <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/rennes-brest-restaurants-offrent-avenir-migrants-1626975.html>  
<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/les-restaurateurs-d-ille-et-vilaine-innovent-pour-recruter-1550482726>

**Référent DIRECCTE :**  
[bretag.direction@direccte.gouv.fr](mailto:bretag.direction@direccte.gouv.fr)

Sur 22 personnes formées, cinq ont eu une proposition de CDI, une de CDD et neuf souhaitent poursuivre en formation ou en emploi dans le secteur.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2019

## Centre-Val de Loire

Pays de Sancerre-Sologne

### VITA Air, l'alliance positive<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Des structures de l'insertion par l'activité économique proposent aux entreprises un diagnostic pour mettre en évidence leurs besoins en compétences dites basiques. L'objectif est de les aider à optimiser leur organisation et mieux calibrer leurs besoins en personnel, ouvrant ainsi des opportunités d'emploi à des personnes peu ou pas qualifiées afin de construire leur parcours d'insertion.</p> <p>Cette démarche permet de proposer des missions de travail au plus proche du savoir-faire et des compétences spécifiques que possèdent les personnes non qualifiées, acquises dans leurs expériences professionnelles et dans leur vie de tous les jours. Ce projet fait l'objet d'un processus d'essai national copiloté par l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA) et le COORACE.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Optimisation de l'adéquation offre/demande d'emploi ;</li> <li>• Création d'une dynamique territoriale associant tous les acteurs (entreprises, collectivités, associations, élus, acteurs de l'emploi et chercheurs d'emploi).</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Isa Groupe

**Public cible :** Salariés des SIAE

**Partenariats mobilisés :** Isa Groupe, élu-es du territoire, Association intermédiaire Air Services, CCI du Cher, CRESS Centre Val de Loire, Crédit Coopératif, entreprises

**Référent DIRECCTE :**

[centre.direction@direccte.gouv.fr](mailto:centre.direction@direccte.gouv.fr)

- Doublement du placement des salarié(e)s auprès des clients entre 2010 et 2016 ;
- Progression des résultats de retour vers l'emploi : en 2017, 77% ayant quitté ISA GROUPE ont une situation d'emploi.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018



## Centre-Val de Loire

Communauté de communes Issoudun (Indre)

### Remobilisation vers l'emploi<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Ce projet porté par le Préfet, le Président de la communauté de communes du pays d'Issoudun et Pôle emploi est également soutenu par la CCI et le MEDEF. Il propose des formations ciblées sur les savoirs de base et les compétences transversales afin de favoriser l'insertion dans l'emploi des personnes des QPV. L'accès au permis de conduire est également un des éléments du parcours. En tant que stagiaire, chaque demandeur d'emploi bénéficie d'un accompagnement personnalisé par un chef d'entreprise. Avec une orientation mobilité et compétences, ce projet a un objectif de remobilisation. Expérimenté dans le Pays d'Issoudun, le projet doit être étendu à des villes voisines, notamment Châteauroux métropole qui possède 4 quartiers prioritaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lien entre l'économique et les besoins des entreprises et les parcours d'insertion des personnes en difficultés face à l'emploi ;</li> <li>• Création d'une dynamique territoriale associant tous les acteurs (entreprises, collectivités, associations, élus, acteurs de l'emploi...);</li> <li>• Parrainage individuel d'un chef d'entreprise pour chaque stagiaire. Dans le cadre de ce parrainage, l'entreprise s'engage à accompagner le demandeur d'emploi et à l'accueillir une semaine en stage dans l'établissement.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Isa Groupe

**Public cible :** demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion domiciliés dans le quartier politique de la ville d'Issoudun (objectif : 75% des bénéficiaires en QPV)

**Partenariats mobilisés :** Préfecture de l'Indre, Sous Préfecture d'Issoudun, Communauté de Communes du Pays d'Issoudun, Pôle emploi, ID formation, Direccte, entreprises

**Référent DIRECCTE :**

[centre.direction@direccte.gouv.fr](mailto:centre.direction@direccte.gouv.fr)

Résultats :

- Une dizaine de chefs d'entreprise de TPE/PME se sont engagés dans le dispositif dès son démarrage ;
- Sur 13 personnes accompagnées dans la première session, 4 ont trouvé un emploi et 8 se sont orientées vers une formation qualifiante ou une suite de parcours.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

## Grand Est

Pays de Thur Doller - Bas Rhin

### Intégrer les personnes sourdes et malentendantes<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Face à l'éloignement de l'emploi des personnes sourdes et malentendantes, l'association socioculturelle et sportive des sourds de Mulhouse propose un coaching pour l'accès à l'emploi. Le partenariat avec Pôle emploi, Cap emploi, et les missions locales facilite les démarches : traduction en langue des signes des CV, accompagnement dans la préparation à l'embauche ou l'accès à la formation... L'association déploie également une activité de médiation auprès des entreprises pour les sensibiliser à l'accueil de ces personnes et pour accompagner leur intégration en sécurisant la relation de travail.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement adapté aux besoins d'un public très spécifique qui permet une meilleure communication vers les prescripteurs et employeurs ;</li> <li>• Création d'une relation de confiance entre les personnes accompagnées et le médiateur qui est de nature à sécuriser les parcours professionnels.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Socio-Culturelle et Sportive des Sourds de Mulhouse (ASCSSM)

**Public cible :** Personnes en situation de handicap sourdes-malentendantes

**Partenariats mobilisés :** ASCSSM, Pôle emploi, Cap emploi, collectivités, *Direccte UD 68*, Entreprises

**Référent DIRECCTE :**

[acal.direction@direccte.gouv.fr](mailto:acal.direction@direccte.gouv.fr)

À l'issue de la première période de l'action (30.10.16), 24 personnes ont pu bénéficier d'un accompagnement de l'ASCSSM. 2/3 des publics accompagnés sont compris dans les publics prioritaires : jeunes de -26 ans, seniors de +45 ans, résident QPV ... en plus de bénéficier tous d'une RQTH.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2017

## Grand Est

Territoire de l'ex Champagne-Ardenne

### Alternance pour tous<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Ce dispositif est déployé dans le cadre du plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (PRITH) depuis 2013. Il favorise l'accès à la qualification et à l'emploi des personnes en situation de handicap en coordonnant une dynamique partenariale sur l'alternance dans 4 départements. Ciblé sur les demandeurs d'emploi présentant un handicap mental, psychique et/ou cognitif, l'accompagnement porte sur la définition du parcours, les périodes de mise en situation en entreprise et l'accompagnement socio-professionnel. Ce dispositif est co-porté par les acteurs du PRITH : collectivités territoriales, organismes de formation, service public de l'emploi, agences de travail temporaire, développeurs de l'alternance...</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Animation et coordination d'une dynamique de territoire autour de l'alternance avec l'ensemble des acteurs dans une démarche partenariale.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** ADASMS (Association Dervoise d'Action Sociale et Médico-Sociale)

**Public cible :** Personnes en situation de handicap psychique ou mental

**Partenariats mobilisés :** *Agefiph, Direccte, Pôle emploi, Cap emploi, Missions Locales, Organismes de formation, ALTHER / Club entreprises et Handicap, Entreprises partenaires, Agence de travail temporaire, Développeurs de l'alternance, MDPH, SAVS, CCAS, Services sociaux (collectivités territoriales...)* et structures de soutien psychologique

**Référent DIRECCTE :**

[acal.direction@direccte.gouv.fr](mailto:acal.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2017

## Région : Grand Est

Métropole du Grand Nancy

### Création d'un ensemble de la médiation sociale<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le projet Prolepsis vise à créer une structure d'ensemblier, plateforme de professionnalisation, d'abord sous statut loi de 1901 puis sous statut de <i>SCIC</i> qui réunit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un chantier d'insertion ;</li> <li>- un organisme de formation centré sur les métiers de la médiation sociale ;</li> <li>- un groupement d'employeurs insertion qualification (<i>GEIQ</i>).</li> </ul> <p>Le choix à terme d'une <i>SCIC</i> permet de réunir de façon pérenne, autour d'un projet de territoire, des entreprises, des collectivités locales, des associations, des administrations et des personnes physiques sur la base de valeurs de l'<i>ESS</i>.</p> <p>Il s'agit de former les professionnels en contact avec le public dans une perspective de médiation avec les entreprises et les collectivités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien à l'accès aux droits et aux services par un accompagnement humain des personnes en difficulté face à la numérisation des démarches ;</li> <li>• Innovation dans la réponse à de nouveaux besoins sociaux ;</li> <li>• Développement d'une logique d'insertion qui s'inscrit dans les valeurs de l'<i>ESS</i>.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Prolepsis

**Public cible :** DE très éloignés de l'emploi

**Partenariats mobilisés :** Etat (Préfecture, *DDCS*, *Direccte UD 54*), Métropole du Grand Nancy, Conseil Départemental, La poste, SNCF, Engie, EDF, bailleurs sociaux (Office Métropolitain de l'Habitat du Grand Nancy et Batigère), Reciprocité, AG2R la mondiale

**Référent DIRECCTE :**

[acal.direction@direccte.gouv.fr](mailto:acal.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

## Grand Est

Eurométropole de Strasbourg

### Activités rémunérées à la carte<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Amener les personnes vers un emploi ou un dispositif d'insertion professionnelle en lui proposant un parcours de courte durée (6 mois maximum) alternant activités rémunérées et séquences d'apprentissage individualisées. La durée d'activité et les modules de formation sont personnalisés en fonction des besoins, des capacités et des compétences de la personne. Il s'agit de satisfaire des besoins ponctuels et/ou de courte durée, ne représentant pas assez d'heures pour pouvoir faire l'objet d'un emploi ou d'une prestation via une entreprise de service.</p> <p>Pour collecter les activités auprès des entreprises du territoire, des équipes de jeunes diplômés issus des QPV ont été recrutées grâce à des crédits de revitalisation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Démarche de work-first permettant aux personnes les plus éloignées de l'emploi d'intégrer rapidement un parcours concret de retour à l'emploi ;</li> <li>• Forte implication du tissu économique local ;</li> <li>• Fort soutien du tissu des SIAE qui sont partenaires du projet.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Maison de l'emploi de Strasbourg

**Public cible :** DE très éloignés de l'emploi issus de QPV

**Partenariats mobilisés :** Maison de l'emploi de Strasbourg, mission locale de Strasbourg, Direccte UD 67, Eurométropole de Strasbourg, Conseil Départemental Logiservices et Germa AI (associations intermédiaires de Strasbourg), Entreprise Transgène, CUS Habitat, Habitation Moderne, autres entreprises proposant des activités (groupement des hôteliers-restaurateurs, industries du port du Rhin...), SIAE du territoire

**Référent DIRECCTE :**

[acal.direction@direccte.gouv.fr](mailto:acal.direction@direccte.gouv.fr)

Au 31/03/2018 : 19 jeunes embauchés pour la prospection sur un objectif de 24 prévus et environ 30 entreprises prospectées.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Grand Est

Mulhouse

21

## Training job<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>L'action Training Job vise à préparer 3 groupes de 15 personnes éloignées de l'emploi, résidant au sein du QPV ultra prioritaire Drouot Jonquilles, sous la forme d'un accompagnement physique et intellectuel de 3 semaines, afin de leur permettre de maximiser leur chance de retrouver un emploi.</p> <p>Cet accompagnement multimodal alliant entraînement physique, atelier de pédagogie personnalisée et de confiance en soi a pour but de préparer les demandeurs d'emploi aux tests de recrutements de PSA qui sont de plus en plus exigeants.</p> <p>La Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse Sud Alsace conduit cette action de remobilisation à l'emploi qui ambitionne de répondre aux besoins grandissants en recrutements des entreprises du territoire et en particulier de PSA. Il s'agit aussi de consolider les embauches et d'éviter les ruptures d'emploi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Complémentarité entre la préparation physique et les outils traditionnels dans la préparation au retour à l'emploi pour réduire le risque de décrochage dans l'emploi (cadences difficiles à tenir, épuisement physique et intellectuel...).</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Ville de Mulhouse

**Public cible :** DE très éloignés de l'emploi

**Partenariats mobilisés :** MEF Mulhouse Sud Alsace, association Elan sportif, Ateliers Pédagogiques Personnalisés (APP), Pôle Emploi, Agences d'intérim classiques, Inser Emploi, BOAT de la Ville de Mulhouse, Pôle Emploi et la MEF Mulhouse Sud Alsace, sous préfecture de Mulhouse, Direccte UD 68, Conseil Départemental du Haut-Rhin

**Référent DIRECCTE :**

[acal.direction@direccte.gouv.fr](mailto:acal.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

## Guyane

La construction de parcours dans le sport et l'animation en Guyane<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>En Guyane, il existe trois pôles économiques dont Saint-Laurent-du-Maroni la ville la plus jeune de Guyane, à la frontière du Surinam, qui avec un taux de natalité très élevé est en voie de devenir la plus grande ville de la région. La mairie de Saint-Laurent-du-Maroni a souhaité remettre à plat le secteur périscolaire pour faire au développement de la commune. Pour répondre à cet objectif, l'Aprosep, le groupement d'employeur Sport et loisirs, la mairie de Saint-Laurent-du-Maroni, Uniformation, Pôle emploi et la mission locale ont joint leurs efforts pour refondre le secteur périscolaire en créant 50 emplois d'animateurs et en favorisant des parcours de formations qualifiantes et diplômantes (<i>POEC</i>, <i>CEP</i> pour valider le parcours, <i>CPF</i> pour le financement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de l'employabilité des jeunes en leur proposant une qualification ;</li> <li>• Renforcement du partenariat associations / groupement d'employeurs / service public de l'emploi.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Aprosep (réseau des associations de la Guyane)

**Public cible :** Jeunes

**Partenariats mobilisés :** Aprosep, groupement d'employeur Sport et loisirs, mairie de Saint-Laurent-du-Maroni, Uniformation, Pôle emploi et la mission locale

**Référent DIECCTE :**

[973.direction@dieccte.gouv.fr](mailto:973.direction@dieccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2017 non présenté

# Hauts-de-France

Bassin d'emploi Roubaix-Tourcoing

## Accompagnement vers l'apprentissage<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le projet vise à favoriser l'accès des jeunes <i>NEET</i> à l'apprentissage par un accompagnement socioprofessionnel individualisé.</p> <p>Avec une implantation au cœur des quartiers, il s'appuie sur plusieurs points d'entrée : levée des freins périphériques, valorisation des compétences existantes et/ou à faire émerger, définition du projet professionnel du jeune et découverte des métiers porteurs avec périodes d'immersion et rencontres d'entreprises.</p> <p>Différents secteurs d'activités professionnelles en lien avec le marché de l'emploi du secteur sont impliqués dans le dispositif, afin de proposer un panel de métiers pouvant correspondre aux attentes des jeunes et aux besoins du marché du travail.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispositif permettant d'aller à la rencontre des jeunes les plus éloignés du système scolaire et de l'emploi au sein même de leur quartier ;</li> <li>• Accompagnement renforcé qui propose à chaque jeune un minimum d'une rencontre hebdomadaire de suivi ;</li> <li>• Réponse de proximité adaptée au public visé.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association de Gestion des Centres Socioculturels de Belencontre et des Phalempins

**Public cible :** Jeunes *NEET*, prioritairement issus de *QPV*

**Partenariats mobilisés :** Région , Mission Locale Tourcoing Vallée de la Lys, Pôle Emploi, Ville de Tourcoing (CCAS) , Département, PSAD (Plateforme de Soutien et d'Appui aux Décrocheurs), Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire, *CIO*, Club de prévention AAPI, Centres sociaux et MJC de Tourcoing et de la Vallée de la Lys, Espace jeunesse de Comines, *PJJ*, Interm'Aide, Mobilité en Nord, Structures d'hébergement (Gîte Pôle Enfance, Home des Flandres, *FJT*), *CFA* du Virolois, *CFA* CEFMA de Tourcoing , Centres de Formation (DIDACTIF, CAMPUS PRO, ALTERN EMPLOI...), *BTP CFA* de Roubaix, *CFA* Saint Louis de Tourcoing (AREP), Les Papillons Blancs, l'Association des Paralysés de France, La Sauvegarde, l'*UDAF*

**Lien :** <http://ava-tourcoing.eu/>

**Référent DIRECCTE :**  
[npdcp.direction@direccte.gouv.fr](mailto:npdcp.direction@direccte.gouv.fr)

Du 01/09/2015 au 31/03/2018, 377 jeunes NEET ont été intégrés dont 171 jeunes résidant en QPV et 44 % de jeunes filles.  
Résultats : 133 sorties positives avec 53 contrats d'apprentissage et de professionnalisation, 27 scolarisation et entrées en formation qualifiante, 22 emplois durables...

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté



# Hauts-de-France

## RESO<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le projet RESO, « Rapprocher les Entreprises des Solutions Optimales », porté par la <i>Direccte</i> et appuyé par une start up d’Etat est une plateforme numérique qui perfectionne l’accompagnement des conseillers entreprise des structures publiques et parapubliques auprès des dirigeants d’entreprise. La forme numérique favorise la mise en relation et offre un meilleur outillage aux conseillers des structures. Pour l’entreprise, notamment les <i>TPE/PME</i>, c’est un moyen d’avoir les bonnes informations au bon moment afin de mobiliser le bon dispositif. Cette démarche favorise l’équité dans l’accès aux dispositifs, l’impartialité dans l’information, le renforcement du maillage partenarial et territorial et optimise le conseil lors des visites en entreprise. L’ambition du projet se traduit par la mobilisation de près de 50 partenaires participant à son déploiement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter le travail des conseillers publics d’entreprise qui sont au contact des dirigeants en leur donnant un outil complémentaire pour répondre aux besoins des entreprises ;</li> <li>• Favoriser la connexion / articulation entre les dispositifs ;</li> <li>• Fondé sur une logique de « mutualisation par la coopération », RESO permet une culture commune et des réponses concertées aux besoins identifiés des entreprises.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Direccte Hauts de France

**Public cible :** *TPE/PME* et *ETI* par le biais des conseillers entreprises des différents acteurs

**Partenariats mobilisés :** Pôle emploi, *CCI*, *CMA*, Chambre d’agriculture, *PLIE*, Missions locales, *MDE*, Conseil régional, *URSSAF*, *BDF*, *DRFiP*, *DGDDI*, *DREAL*, Intercommunalités ...

**Lien :** <http://hauts-de-france.direccte.gouv.fr/Un-projet-visant-a-mettre-les-conseillers-publics-d-entreprise-en-Reso>

**Référent DIRECCTE :**  
[npdcp.direction@direccte.gouv.fr](mailto:npdcp.direction@direccte.gouv.fr)

Point d'étape à fin mars 2018 :

- Près de 200 besoins d’entreprise partagés ;
- Plus de 350 mises en relation ;
- Plus de 300 conseillers entreprises enregistrés ;
- Plus de 200 référents experts enregistrés.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

# Hauts-de-France

Communauté urbaine de Dunkerque

## DKbus<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Constatant les difficultés de recrutement du secteur de l'artisanat liées aux problématiques de mobilité des jeunes, la Chambre des métiers et de l'artisanat, la Communauté urbaine de Dunkerque, DK'BUS et Entreprendre Ensemble ont lancé un dispositif permettant de valoriser l'usage des transports en commun gratuits et de mettre en avant les offres de recrutement des entreprises artisanales. Grâce à une cartographie spécifique, les écrans des autobus annoncent, à chaque arrêt, les offres de contrats en alternance disponibles à proximité. Les jeunes en recherche d'emploi peuvent ainsi descendre du bus pour aller dialoguer et candidater auprès des dirigeants d'entreprise.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation des transports en commun comme vecteur de diffusion des offres d'emplois sur un territoire ;</li> <li>• Géolocalisation des offres de contrats d'apprentissage ;</li> <li>• Appui au recrutement pour les entreprises.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Chambre de Métiers et de l'Artisanat Hauts de France

**Public cible :** Jeunes, personnes en recherche d'un contrat d'apprentissage

**Partenariats mobilisés :** Chambre de Métiers et de l'Artisanat, Transdev DK Bus, Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD), Entreprendre Ensemble (EEDK), UMIH : Union des Métiers de l'industrie Hôtelière, les Organisations Professionnelles représentantes des entreprises Artisanales.

**Lien :** <https://www.deltafm.fr/info-locale/france/region/nord/dunkerquois/dunkerque/pour-trouver-un-job-vous-pouvez-traverser-la-rue-ou-monter-dans-le-bus/>

**Référent DIRECCTE :**  
[npdcp.direction@direccte.gouv.fr](mailto:npdcp.direction@direccte.gouv.fr)

Au 31/03/2019, 61 entreprises partenaires et 84 offres sont diffusées.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2019

## Ile-de-France

Accès au métier de boucher<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Les Tremplins du Cœur proposent des formations sur des métiers en tension à destination des publics des Restos du cœur. Il s'agit d'un accompagnement professionnel adapté à chacun (formation aux savoirs de bases et savoir-être, atelier découverte métier...) pour favoriser une réinsertion et un retour à l'emploi durable. L'association travaille aussi avec ses entreprises partenaires pour développer leur RSE dans les processus de recrutement. La première action, lancée en 2016 et renouvelée en 2017, concerne le métier de boucher. Elle a été construite en partenariat avec la Fondation Carrefour et Pôle emploi.</p> <p>Depuis la Jite 2017, le dispositif a été déployé sur d'autres métiers avec des partenariats d'entreprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Synergie entre les différents acteurs de l'emploi (Pôle Emploi, OPCA, les entreprises et le public accueilli par les Restos) qui permet une meilleure articulation des dispositifs ;</li> <li>• Développement de nouvelles solutions d'insertion et/ou de retour à l'emploi des publics les plus fragilisés tout en engageant la responsabilité sociale et sociétale des entreprises.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Tremplins du cœur

**Public cible :** DE très éloignés de l'emploi

**Partenariats mobilisés :** Carrefour et sa Fondation, Pôle emploi, OPCA FORCO, Resto du cœur, Tremplins du cœur

**Référent DIRECCTE :**

[idf.direction@direccte.gouv.fr](mailto:idf.direction@direccte.gouv.fr)

Promotion 2016 :

- 14 personnes ont signé un Contrat de Professionnalisation en vue d'obtenir un CQP Boucherie sur les 17 personnes admises en POEI;
- 82 % de retour à l'emploi.

Promotion 2017 :

- 10 personnes ont signé un Contrat de Professionnalisation en vue d'obtenir un CQP Boucherie sur les 11 personnes admises en POEI.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2017

## Ile-de-France

Départements 75/93/94/95

### Parcours linguistiques destinés aux résidents de campements illicites<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>La question de l'insertion professionnelle des occupants de campements illicites est une priorité dans la stratégie régionale de résorption des campements en Ile-de-France, définie par le préfet de région. A ce titre, Uniformation et ses partenaires ont mis en place 4 parcours linguistiques à visée professionnelle, incluant une période d'immersion en entreprise, afin de faciliter l'insertion socio-professionnelle de 50 résidents de campements illicites franciliens.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualité du Partenariat Multi-Acteurs Implication de Tous les acteurs Emploi/Formation du Territoire ;</li> <li>• Plus value apportée aux bénéficiaires, en terme de confiance en soi et in fine en terme d'insertion professionnelle par l'introduction d'une période d'immersion durant le parcours linguistique.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Préfecture, Uniformation

**Public cible :** DE très éloignés de l'emploi en campement illicite

**Partenariats mobilisés :** Préfecture de Région, Préfecture du Val d'Oise, Uniformation, *DIHAL*, Pôle Emploi, Direccte, Mairie de Paris, *FPSPP*, Organismes de formation (*AFPA* et *Astrolabe Formation*), *SIAE*, associations qui accompagnent ces publics : « Les enfants du Canal », « Plateforme AIOS », « ACINA 95 », « Romeurope », « Alteralia » « Secours Catholique »...

**Référent DIRECCTE :**

[idf.direction@direccte.gouv.fr](mailto:idf.direction@direccte.gouv.fr)

D'octobre 2017 à janvier 2018, 50 places ont été ouvertes dans 4 sessions (une par département). 49 stagiaires ont suivi l'intégralité du parcours de formation (y compris le stage), 27 d'entre eux ont signé un contrat dont 15 femmes.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

# Ile-de-France

## Grand Paris

### Les clauses sociales du Grand Paris<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Dans le cadre des chantiers du Grand Paris, une charte responsabilité sociale et environnementale a été signée par les maîtres d'ouvrages des infrastructures afin de soutenir la mise en place d'une initiative d'appui aux clauses sociales.</p> <p>Le <i>GIP Maximilien</i>, portail des marchés publics francilien et réseau des achats responsables, a été désigné par l'Etat pour piloter au niveau régional une mission d'appui au développement des clauses sociales.</p> <p>Ses missions sont, d'une part de développer les clauses sociales et l'emploi durable par la commande publique, et d'autre part de mobiliser et coordonner les acteurs intervenant sur les aspects sociaux de la commande publique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité à créer du lien entre acheteurs publics et acteurs de l'insertion et du handicap</li> <li>• Disponibilité et réactivité de l'équipe projet ;</li> <li>• Nécessité que le projet puisse être porté par une entité porteuse d'un service public avec une gouvernance partagée ;</li> <li>• Légitimité du <i>GIP Maximilien</i> quant à la mise en relation d'acheteurs publics et d'entreprises via l'expérience du projet <i>Openmap Numériques</i>.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** *GIP Maximilien*

**Public cible :** *DE* éloignés de l'emploi

**Partenariats mobilisés :** Direccte Ile-de-France, Conseil Régional, *GIP Maximilien*, experts (Union régionale des territoires pour l'insertion et l'emploi (URTIE), Fédération des EI d'Ile-de-France (GRAFIE), *UNEA*, Réseau Gesat), Service Public de l'Emploi (Pôle emploi, *ARML*, réseau *CHEOPS*), maîtres d'ouvrage du Grand Paris (notamment la SGP, la RATP, SNCF Réseau, Eole), Fédérations professionnelles (Observatoire *BTP* Insertion, *F RTP*, *CAPEB* Ile-de-France), Coordinations départementales des clauses, *CRESS* Ile-de-France.

**Lien :** <http://www.maximilien.fr/macs/http://openmapsocial.wordpress.com/www.openmap-numeriques.fr/>

**Référent DIRECCTE :**  
[idf.direction@direccte.gouv.fr](mailto:idf.direction@direccte.gouv.fr)

148 membres acheteurs publics au 30 juin 2017.  
Une boîte à outils a été créée qui rassemble plusieurs guides et outils de référence sur les clauses sociales / les achats socialement responsables, quelques fiches « bonnes pratiques », quatre modèles de clauses sociales utilisables pour élaborer son cahier des charges, des supports de formation sur les outils juridiques mobilisables.  
Une veille sur le sujet des clauses est alimentée en continu.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

# Ile-de-France

Paris

## Lulu dans ma rue<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Il s'agit d'un concept nouveau de «conciergerie de quartier» pour développer des services de proximité : petit bricolage, manutention, livraisons, ménage ponctuel...</p> <p>Le projet trouve ses racines dans Emmaüs Défi, chantier d'insertion qui accompagne des personnes issues de la rue et tente de les ramener vers un emploi salarié durable.</p> <p>L'objectif de Lulu dans ma rue est de créer de l'activité à l'échelle locale en s'appuyant sur une plateforme d'intermédiation sur internet, une infrastructure physique avec des kiosques et de concierges de quartier, et des micro-entrepreneurs qui bénéficient de formations et d'un accompagnement adaptés.</p> <p>Lulu dans ma rue a été lauréat du dispositif La France s'engage dès sa création en 2015.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réponse à des besoins professionnels et sociaux non satisfaits ;</li> <li>• L'innovation sociale chez Lulu dans ma rue est à la fois portée par l'objet même du projet et par les moyens et les vecteurs que ce dernier utilise ;</li> <li>• En agissant à l'échelle locale, en mettant la confiance au cœur du projet et en mettant en relation des personnes qui sinon n'auraient jamais eu l'occasion d'échanger et de coopérer, le projet œuvre pour la cohésion des territoires au sein des villes.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Lulu dans ma rue

**Public cible :** DE éloignés de l'emploi

**Partenariats mobilisés :** Mairie de Paris, SEMAEST (Société d'économie mixte d'animation économique au service des territoires, Pôle emploi, Direccte, entreprises, SIAE, réseau d'accompagnement social

**Lien :** <https://www.luludansmarue.org/>

**Référent DIRECCTE :**  
[idf.direction@direccte.gouv.fr](mailto:idf.direction@direccte.gouv.fr)

Chiffres clés 2017 :

- 17 000 clients actifs ;
- 11 implantations physiques dans Paris et des demandes de plus de 200 villes de France ;
- 320 lulus actifs ;
- 130 lulus BRSA ou DELD qui bénéficient d'un accompagnement socio-professionnel renforcé ;
- 15 personnes en grande difficulté sociale accompagnées (ex-SDF, migrants...) ;
- 171 lulus ont gagné plus de 500 euros par mois.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Ile-de-France

Val de marne

## Construit toit<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le dispositif « CONSTRUIT TOIT » a pour objectif, la mise en place d'un plan d'accompagnement social global, pour favoriser l'insertion socio-professionnelle de jeunes, âgés de 15 à 17 ans, arrivés en France et dont le parcours familial et/ou migratoire a pu s'avérer traumatisant. Leur isolement familial, appelle un besoin d'accompagnement personnalisé. Ils relèvent du périmètre d'intervention de l'aide sociale à l'enfance (ASE). L'accompagnement s'appuie sur 3 leviers : l'entrée en formation qualifiante, l'accès à l'autonomie par l'apprentissage du « savoir habiter » par le logement partagé et la gestion d'un budget personnel. Ces leviers doivent favoriser à l'atteinte de la majorité les conditions pour régulariser le séjour dans l'année suivant la majorité.</p> <p>L'intégration du sport et de la culture sont par ailleurs mis en œuvre comme vecteur du civisme et des valeurs de la vie en communauté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le logement partagé et l'autonomie qu'il procure est un facteur de fort de l'insertion sociale et professionnelle et d'intégration des valeurs de vie ;</li> <li>• Formation qualifiante.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association de Prévention, Soins et Insertion (APSI)

**Public cible :** Jeunes primo-arrivants

**Partenaires mobilisés :** Conseil départemental du Val de Marne, ADEPAPE (association d'anciens pris en charge par l'ASE pour conseiller), CRIPS (organisme de prévention santé en Ile-de-France), association Culture du cœur

**Référent DIRECCTE :**

[idf.direction@direccte.gouv.fr](mailto:idf.direction@direccte.gouv.fr)

Accompagnement de 30 jeunes en 2018.

Au 31/12/2018, 26 jeunes sont inscrits en CAP, dont 21 en alternance ; 1 jeune en DIMA (Dispositif d'Initiation aux Métiers de l'Alternance) ; 1 jeune en Bac pro et 2 jeunes en classe de remobilisation.

Régularisation du séjour : 10 dossiers déposés en Préfecture pour le mois de décembre 2018.

<sup>1</sup> Projet ayant répondu à l'appel « Trophées FSE » de 2019 retenu en catégorie Compétences

## La Réunion

### PréKap'r<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le PréKap'R est un dispositif expérimental d'accompagnement renforcé de l'alternance dont la mise en œuvre comporte différentes modalités d'appui en fonction du profil de chaque apprenti en situation de handicap. Le PréKap'R vise avant tout à sécuriser le parcours des apprentis en situation de handicap (speed dating de rencontre employeurs/personnes en situation de handicap, accompagnement des employeurs à la prise en compte des contraintes de la personne handicapée, suivi régulier des apprentis, appui individuel si besoin, ingénierie pédagogique spécifique, identification des risques de décrochage...)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispositif efficace de passage du milieu adapté au milieu ordinaire de travail grâce à un accompagnement spécifique de chaque partie prenante ;</li> <li>• Grande diversité des partenaires, tant stratégiques qu'opérationnels.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Cap emploi / *Sameth* La Réunion

**Public cible :** Personnes en situation de handicap

**Partenariats mobilisés :** *FIPHFP*, *Agefiph*, *ESAT* de la Réunion, commune de Saint-Paul, *Dieccte*, *ARS*, Région, Pôle emploi, Cap emploi, Missions locales, Centre de gestion de la fonction publique territoriale, Rectorat, Centres de formation d'apprentis, Plateforme régionale d'appui interministériel à la gestion des RH de l'Océan indien, Chambres consulaires, *CNFPT*, *MEDEF*, *Alther*, employeurs publics et privés

**Liens :**

<https://regionreunion.com/actualite/journal/alternance-handicap>

<https://www.agefiph.fr/Actus-Publications/Actualites/PreKap-R-deux-evenements-Emploi-et-Handicap>

**Référent DIECCTE :** [974.direction@dieccte.gouv.fr](mailto:974.direction@dieccte.gouv.fr)

- 2015-2016 : 35 contrats d'apprentissage pour l'essentiel dans le secteur public (communes et centres hospitaliers) ;
- 2016-2017 : 55 contrats dont une douzaine avec des entreprises, les autres avec des employeurs publics (45 personnes issues d'ESAT et 10 accompagnées par Cap emploi et les Missions locales) ;
- Au 31/03/2017, 10 diplômés (CAP), dont l'essentiel a poursuivi en CDD ou contrat d'avenir ;
- En deux ans, près de 50 personnes sont sorties d'ESAT dans ce cadre.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2017 non présenté



## Martinique

### Profession Maçonnes finisseuses<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>L'objectif du projet est de permettre à des femmes en recherche d'emploi et souhaitant travailler dans le milieu du BTP, quelle que soit leur formation initiale ou leur expérience, d'obtenir un contrat de mission d'au moins 6 mois sur des postes de maçon finisseur.</p> <p>Le projet s'appuie sur des périodes d'immersion et le dispositif des POEC.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amener des femmes, sans nécessairement une expérience préalable dans le domaine, sur des métiers traditionnellement masculins ;</li> <li>• Parallèlement, répondre aux difficultés de recrutement des entreprises en les amenant à recruter différemment, par des profils répondant à leurs attentes, en dehors des schémas classiques.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Pôle emploi

**Public cible :** DE Femmes

**Partenariats mobilisés :** Pole emploi ,Randstad travail temporaire , SOGEA entreprise du BTP, FAFTT, CFA-BTP

**Référent DIECCTE :** [972.direction@dieccte.gouv.fr](mailto:972.direction@dieccte.gouv.fr)

Au 31/03/2018, 7 demandeuses d'emploi ont été recrutées en contrat de mission par RANDSTAD et mises à disposition de la société SOGEA sur ses chantiers de construction.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Martinique

QPV du Lamentin

## Re'cycle<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Mise en place d'un Repair Café au sein d'un QPV avec une dimension de laboratoire d'expérimentation pour les personnes éloignées de l'emploi et notamment des jeunes âgés de moins de 25 ans diplômés ou pas et/ou situation de décrochage scolaire.</p> <p>Cet espace ouvert à tous permet avant tout de réparer ses objets du quotidien tout en apprenant. Ce support d'activité permet de travailler avec les jeunes sur la découverte de différents métiers liés à la réparation au réemploi et à la valorisation des déchets, mais aussi d'offrir la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle à travers le dispositif de Volontaire du Service Civique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir aux jeunes en décrochage un espace d'apprentissage pratique en milieu professionnel sur une période de 8 mois via le dispositif de Volontaire du Service Civique ;</li> <li>• Forte implication des jeunes dans le dispositif et dans la construction de leur parcours.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Eco Mobil

**Public cible :** Jeunes QPV

**Partenariats mobilisés :** Association Eco Mobil, communautés d'agglomération, Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets, Collectivité Territoriale de Martinique, ADEME, DEAL, Mission Locale du Centre, entreprises

**Lien :** Les activités sont relayés sur le facebook (ecomobil972) de l'association via les activités du Repair Café

**Référent DIECCTE :**

[972.direction@dieccte.gouv.fr](mailto:972.direction@dieccte.gouv.fr)

Accompagnement de 12 jeunes par an.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

## Normandie

Cotentin et Sud Manche

### Plan d'actions seniors<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Depuis 2017 le SPE a impulsé un plan d'action seniors en ciblant des actions spécifiques par classe d'âge. L'action phare de ce plan d'action est l'organisation d'un événement à destination des DE de 50 à 57 ans : 2 forums inversés "Compétents atout'âge - recruter votre futur-e employeur-se" en simultané sur les territoires de Cherbourg et Granville.</p> <p>En amont de ces forums, où les <i>DE</i> offrent leurs compétences, des sessions de formations de 400 heures sont proposées par Pôle Emploi aux demandeurs d'emploi concernés.</p> <p>En parallèle, sont mis en place des ateliers optionnels autour de la présentation visuelle (CV vidéo...), de la présentation de son parcours et ses compétences (tests de personnalité...), de l'échange avec les employeurs (communication verbale et non verbale, simulation d'entretien...) et des ateliers pour convaincre (droit du travail, le numérique dans la recherche d'emploi...). Parmi les actions proposées, il y a également des "bilans à mi-carrières" pour les 44-49 ans.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation d'actions de territoire à destination d'un public particulièrement touché par le chômage.</li> <li>• Le format "inversé" des forums permet :             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ de valoriser le <i>DE</i> en le positionnant comme offreur de compétence</li> <li>○ de mobiliser les employeurs sur un temps précis de la journée =&gt; les <i>TPE</i> n'ont pas nécessairement les effectifs et le temps disponibles pour être présentes sur toute une journée.</li> </ul> </li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Maison de l'emploi du Cotentin et association Trajectio à Granville

**Public cible :** Seniors

**Partenariats mobilisés :** *Direccte*, Pôle Emploi, Conseil départemental, Cap Emploi, Maison de l'emploi et de la formation du Cotentin, organismes de formation (TRAJECTIO, *AFPA*, *INFREP*), *CIO*, Forces Femmes, réseau parrainage, entreprises, *PLIE*

**Référent DIRECCTE :**

[norm.direction@direccte.gouv.fr](mailto:norm.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Nouvelle-Aquitaine

Territoire Technowest - Bordeaux rive gauche

## 48h seniors, agir pour l'inclusion dans l'emploi<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le projet vise à créer un temps fort sur le territoire autour de la problématique de l'emploi des seniors de plus de 45 ans en y associant les communes, les partenaires institutionnels, et les entreprises pour dynamiser le parcours des seniors.</p> <p>Conçu sur deux jours, ce temps comprend des ateliers spécifiques et des rencontres avec des <i>TPE/PME</i> sous forme de visites d'entreprises, d'entretiens conseils, et de témoignages. De nombreuses thématiques sont abordées : le numérique, la valorisation de ses compétences, les atouts pour l'entreprise des candidatures seniors, les préjugés et la lutte contre les discriminations, le marché de l'emploi territorial, l'entrepreneuriat, ainsi que les attentes et besoins des <i>TPE/PME</i>.</p> <p>Cette action est intégrée dans le Plan local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi (<i>PLIE</i>) et cofinancée à ce titre par le <i>FSE</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logique de décloisonnement ;</li> <li>• Dynamisation des parcours de recherche d'emploi des publics seniors ;</li> <li>• Implication forte des entreprises.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** ADSI Technowest

**Public cible :** Seniors

**Partenariats mobilisés :** ADSI Technowest, communes adhérentes à l'association (Blanquefort, Bruges, Eysines, Le Haillan, Le Taillan-Médoc, Ludon-Médoc, Martignas sur Jalle, Mérignac, Parempuyre, Saint Jean d'Illac), Pôle Emploi, Fondation Orange Solidarités, Mission Locale Technowest, Entreprise d'Insertion Presta, KEOLIS, Intermarché, entreprises partenaires du Cercle des Managers Responsables (cercle constitué de 16 *TPE/PME*), CCI, *GEIQ* Multiagri

**Lien :** <http://www.adsi-technowest.fr/ladsi-technowest/>

**Réfèrent DIRECCTE :** [alpc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:alpc.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

# Nouvelle-Aquitaine

Département de la Charente

## Cellule @tout Charente Emploi<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>La cellule @tout Charente emploi est une équipe de « chercheurs » d'emplois qui a pour objectif la prospection et le recueil des offres d'emploi cachées qui correspondent aux compétences mobilisables par les bénéficiaires du RSA. Les employeurs qui le souhaitent bénéficient d'un diagnostic GPEC. Le développement d'@tout Charente Emploi se fait en concertation avec le Service Public de l'emploi et l'ensemble des partenaires de l'insertion.</p> <p>@tout Charente emploi intègre 3 plateformes qui répondent à des besoins et amplifient l'action : une plateforme de mobilité (diagnostic et solutions du type du co-financement de permis de conduire, la location, l'achat ou la réparation de véhicules à des prix accessibles). La construction d'un réseau charentais de l'insertion (RECI) avec les acteurs de l'ESS ainsi que l'accompagnement aux usages de l'internet et du numérique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La cellule Atout Charente Emploi fonctionne à l'instar d'un cabinet de recrutement : les chargés de relation entreprise sont également chargés de l'accompagnement des bénéficiaires ;</li> <li>• Approche multi-acteurs.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Isa Groupe

**Public cible :** Bénéficiaires du RSA

**Partenariats mobilisés :** partenariat orienté d'une part vers le secteur économique et l'entrepreneuriat et d'autre part vers le secteur de l'accompagnement social et professionnel avec les travailleurs sociaux, le réseau de l'insertion dans sa globalité (SIAE, centres sociaux) et le service public de l'emploi

**Référent DIRECCTE :**  
[alpc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:alpc.direction@direccte.gouv.fr)

Nombre d'entreprises prospectées : 520. L'équipe a capté 242 offres d'emploi en direct ; près de 55 % des offres détectées et plus particulièrement sur des emplois en CDI et CDD ≥ à 6 mois ont été pourvues. 850 bénéficiaires du RSA ont été accompagnés et au total 334 bénéficiaires ont retrouvé un emploi, soit près de 40 % des personnes accompagnées. Depuis la création du dispositif en 2016, 62 % des personnes accompagnées sont sorties du dispositif du RSA.

<sup>1</sup> Projet ayant répondu à l'appel « Trophées FSE » de 2019 retenu catégorie Territoires

# National

## Expérimentation Marseille

### TAPAJ<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Travail Alternatif Payé à la Journée (TAPAJ) est un dispositif d'insertion spécifique développé dans 21 villes. Il permet à des jeunes 16 à 25 ans en grande précarité d'être rémunérés en fin de journée, pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification ou d'expérience professionnelle particulière et qui ne les engage pas sur la durée. Le partage des informations et la concertation entre les acteurs des problématiques sociales, éducatives et sanitaires permet d'accompagner les jeunes de façon globale.</p> <p>Lancé en 2014 à Marseille, TAPAJ est maintenant bien implanté et identifié par les acteurs publics locaux avec 155 jeunes sous contrat et près de 9 700 heures travaillées fin 2017.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modèle économique novateur : diversification des financements (public/privé) ;</li> <li>• Implication forte des entreprises et des acteurs publics ;</li> <li>• Temps de travail atypiques et montée en charge progressive adaptée à chaque jeune.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** TAPAJ France

**Public cible :** Jeunes en errance

**Partenariats mobilisés :** Chaque programme TAPAJ résulte d'un partenariat local entre une structure médico-sociale (CSAPA ou CAARUD), porteuse de l'action et une structure de l'insertion par l'activité économique (Association Intermédiaire), légalement employeuse des jeunes. Le partenariat comprend aussi des acteurs publics (municipalités, CLSPD, ARS...) et privés (entreprises proposant les plateaux de travail)

Au niveau national, l'essaimage de TAPAJ est piloté par l'ensemble des services de l'État concernés : Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives, Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, Direction générale de la cohésion sociale, Direction générale de la santé, Délégation générale à l'emploi et la formation professionnelle.

**Lien :** <http://tapaj.org/>

**Référent DIRECCTE :**

Mip.dgefp@emploi.gouv.fr

De 2014 à 2017 à Marseille, TAPAJ est bien implanté et identifié par les acteurs publics locaux avec 155 jeunes sous contrat et près de 9 700 heures travaillées fin 2017.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

## Occitanie

Mixité, métiers, égalité<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le projet vise à favoriser la mixité dans les <i>SIAE</i> et les <i>EA</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déconstruction des représentations sociales sexuées et des stéréotypes au sein des fiches de postes et des fiches métiers envoyées par les structures</li> <li>- prise de conscience des stéréotypes et des représentations sociales sexuées pour « revisiter » les métiers dans leur organisation, dans les conditions de réalisation des tâches, dans les matériaux, matériels, outils et équipements utilisés, dans les horaires, etc.</li> <li>- observation croisée ergonomie/condition de travail et expertise en égalité femme homme, partagé avec les responsables des structures et avec l'appui de l'<i>ANACT</i>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décloisonnement des métiers par une modification en profondeur de leur définition/description pour sortir des descriptions très sexuées et aborder la réalité des métiers en les ouvrant à la mixité ;</li> <li>• Prise de conscience des stéréotypes et des représentations sociales sexuées sur lesquels s'appuie la nomenclature des métiers ;</li> <li>• Observation croisée ergonomie/condition de travail et expertise en égalité femme homme.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Égalitère, coopérative d'utilité sociale

**Public cible :** Femmes

**Partenariats mobilisés :** Égalitère, Entreprises Adaptées et Structures d'Insertion par l'Activité Économique volontaires, Pôle Emploi, Cap Emploi, *Anact*, Fondation FACE Mixité Égalité (Axa, Engie, Michelin, Orange), *Direccte*, *DRDFE*, Conseil Régional

**Lien :** <http://egalitere.com/egalite-femme-homme/expertise-conception-de-demarches-formation-et-partenariats-edition/formation/>

**Référent DIRECCTE :**

[oc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:oc.direction@direccte.gouv.fr)

Livrables :

- Fiche de déconstruction des stéréotypes sexués : métiers plutôt occupés par des hommes, métiers plutôt occupés par des femmes ;
- Procédure méthodologique d'observation des métiers sexués et préconisation pour une ouverture à la mixité ;
- Guide de la démarche participative en faveur de la mixité des métiers.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2017 non présenté

# Occitanie

## QPV Métropole Toulousaine

### Le numérique prend ses quartiers<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Toulouse Métropole Emploi et ses partenaires entendent lever les freins à l'orientation des publics QPV vers les métiers du numérique en présentant les potentialités du numérique et en promouvant ses métiers par de l'initiation pratique, des démonstrations et des témoignages. L'objectif est de donner à voir le numérique à travers diverses facettes comme la maintenance informatique, la réalité augmentée, la programmation ou la robotique. Ces métiers sont mis en valeur pour susciter des projets professionnels, repérer des potentiels et orienter vers les dispositifs de formation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le format proposé, offrant sur un même lieu, des stands de démonstration technique, des espaces d'information, d'échanges avec les entreprises et une programmation d'ateliers d'initiation, constitue, sur le concept, une innovation pour le territoire ;</li> <li>• L'implantation au sein des quartiers prioritaires anime le territoire ciblé, touche plus directement ses habitants mais fait également venir au sein du quartier des personnes qui ne s'y seraient pas forcément rendues (entreprises, habitants extérieurs) ;</li> <li>• Le public est placé au cœur de l'événement et se positionne comme acteur de son parcours pour découvrir, s'informer, échanger et tester.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Toulouse Métropole Emploi

**Public cible :** DE QPV

**Partenaires mobilisés :** Toulouse Métropole, Ville de Toulouse, Maison de l'Emploi, acteurs économiques (Agence 636, ARCE-SI (groupe d'entreprises adaptées), CapGémini, Ctoutvert, DIGITAL PLACE (Cluster du numérique), Feel Object, La mêlée Numérique, Ludilabel, Miwitipee, Occitech), organismes de formation (ADRAR, AFPA, AP Formation, ARTILECT/IF, Cap Nomade, E.mma, EPITECH, La ménagerie, LDNR, Simplon, Wild Code School), OPCA-FAFIEC, Jeune chambre économique 31, MEDEF 31, Cap Emploi, école de la deuxième chance, FACE Grand Toulouse, mission locale Haute Garonne, mission locale Toulouse, Pôle Emploi, CRIJ, PIJ Quartiers Nord, PLIE, services emploi des communes du contrat de ville, Conseil Régional, DIRECCTE, Education nationale, Préfecture, Associations (JobIRL, Nos quartiers ont du Talent (NQT))

**Lien :** [http://www.emploi-tme.fr/sites/default/files/TME%20-%20Guide%20-numerique\\_interactif\\_1.pdf](http://www.emploi-tme.fr/sites/default/files/TME%20-%20Guide%20-numerique_interactif_1.pdf)

**Référent DIRECCTE :** [oc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:oc.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018



## Occitanie

### Bassin d'emploi de Carcassonne

#### Chantier tremplin<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
L'opération Chantier Tremplin intervient à l'occasion de la rénovation de l'un des cinq quartiers prioritaires de la ville (QPV) du bassin de Carcassonne. Il propose à ses habitants les plus éloignés de l'emploi de participer à l'amélioration de leur quartier tout en bénéficiant d'une première mise en situation professionnelle. Dans une logique de participation citoyenne, les demandeurs d'emploi définissent une action et les travaux à réaliser dans le cadre d'un contrat de travail d'un mois qui leur est proposé. Ce parcours est ensuite poursuivi dans le cadre de l'insertion par l'activité économique (IAE) notamment dans les postes proposés à la régie de quartier et dans les autres structures de l'IAE.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration d'une préoccupation locale de quartier (embellissement) et le lien avec le retour à l'emploi pour des personnes éloignées de l'emploi ;</li> <li>• Parcours progressif et coordonné : première mise en situation professionnelle pour des personnes éloignées de l'emploi à partir de préoccupations du quartier, premier accompagnement socio-professionnel par l'ensemble des partenaires de l'opération et lien ensuite avec un parcours IAE.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Pôle emploi Carcassonne

**Public cible :** DE QPV

**Partenaires mobilisés :** Pôle Emploi Carcassonne, Direccte, Conseil départemental, Carcassonne Agglo, Habitat Audois, Ville de Carcassonne, mission Locale Ouest Audois, centre social Max Savy, association Fleming debout, le conseil citoyen, régie de quartiers du carcassonnais, réseau de l'IAE du territoire

**Référent DIRECCTE :** [oc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:oc.direction@direccte.gouv.fr)

Le chantier tremplin Fleming a permis l'intégration de 8 personnes entre avril et mai 2018. Bilan : intégration d'un jeune dans la garantie jeunes, 1 mission d'interim, 2 entretiens de recrutements (rentrée discount), formation FLE, création d'entreprise accompagné par CitéLab

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2019

## Occitanie

### MIAOU<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>La Méthode itérative d'analyse orientée usage (MIAOU) observe de près les pratiques des usagers afin de faire émerger des pistes constructives pour innover dans la création de services adaptés. Dans ce projet, les jeunes ni en emploi ni en formation (<i>NEET</i>), notamment issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (<i>QPV</i>), sont invités à participer à la réalisation d'une enquête qualitative analysant le point de vue des habitants sur les politiques qui leur sont destinées. Afin de favoriser leur engagement dans la démarche, le choix a été fait de les rémunérer. MIAOU Emploi cherche à identifier les éléments qui ont constitué un levier d'insertion sociale et professionnelle pour les « anciens jeunes » du quartier qui ont réussi, pour coconstruire des solutions innovantes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation d'usagers difficilement mobilisables à la conception des dispositifs qui les concernent ;</li> <li>• Démarche itérative ;</li> <li>• Mobilisation d'outils innovants et de compétences complémentaires (fab lab, facilitation graphique, sociologie...).</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** SCIC Les imaginations fertiles

**Public cible :** *NEET* et *DELD* en *QPV*

**Partenaires mobilisés :** Etat (préfecture, Direccte), Métropole, Région, AG2R, Bailleurs

**Lien :** <https://www.imaginationsfertiles.fr/miaou-emploi/>

**Référent DIRECCTE :** [oc.direction@direccte.gouv.fr](mailto:oc.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2019

# PACA

Marseille

## Working first 13<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le projet vise l'accès, le maintien et le soutien en emploi durable en milieu ordinaire de personnes vivant avec des troubles psychiques. Il s'agit d'un soutien en collaboration avec les équipes médicales, sociales, les partenaires de l'emploi et les entreprises favorisant leur employabilité et apportant plus de fluidité dans leurs parcours. Il est basé sur le modèle d'intégration au travail IPS (Individual Placement and Support), éprouvée en Amérique et en Europe. Deux des professionnelles du projet Working First 13 ont été formées au Canada à l'IPS au sein de l'institut de santé mentale Douglas à Montréal dans l'objectif de développer notre projet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement du maillage entre les entreprises, les structures ; d'accompagnement, les services médico-sociaux, et la personne.</li> <li>• Mise en œuvre d'un accompagnement individualisé dans la recherche et le maintien dans l'emploi ordinaire, illimité dans le temps tout en prenant en compte l'ensemble des problématiques (logement, santé...) ;</li> <li>• Amélioration de la connaissance du handicap psychique par les entreprises.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Habitat Alternatif Social (HAS)

**Public cible :** Personnes en situation de handicap psychique

**Partenariats mobilisés :** Assistance publique-hôpitaux de Marseille (APHM), Un chez soi d'abord (HAS), ARS, Wass Conseil (regroupe une dizaine d'entreprises, qui travaillent notamment avec des structures médicosociales dans le secteur du confort de l'habitat), Cap Emploi 13 et *Sameth* 13 (Association HEDA), Association les cris des saltimbanques, MDPH, ADAPEI

**Lien :** <http://workingfirst13.fr/>

**Réfèrent DIRECCTE :** [paca.direction@direccte.gouv.fr](mailto:paca.direction@direccte.gouv.fr)

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2016 non présenté

## PACA

HOPE<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>A la suite d'un projet expérimental pilote déployé auprès de 200 migrants en provenance de Calais, l'Afpa, soutenue par les ministères de l'Intérieur, du Travail et du Logement et 7 OPCA (Afdas, AGEFOS PME, Constructys, le FAFTT, le Forco, OPCALIA et OPCAİM) a lancé le programme HOPE destiné aux réfugiés. Les OPCA se sont engagés collectivement pour participer à l'insertion professionnelle de 1 000 réfugiés et bénéficiaires de la protection internationale. Leur rôle se situe en aval de celui de l'OFII, sur le champ de l'émergence, de l'accompagnement du projet d'orientation et de transition professionnelle des réfugiés. Le but de HOPE est de permettre aux stagiaires de sécuriser leur parcours professionnel par l'obtention d'un diplôme ou d'une certification, d'accéder à un emploi et à un logement. La formation conjugue apprentissage du français à partir d'objectifs spécifiques et découverte des métiers de la filière choisie via les plateaux techniques de l'AFPA ainsi que les périodes d'application en entreprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication importante dans la réussite du projet de partenaires privés et publics ;</li> <li>• Action qui s'inscrit dans les besoins des entreprises du territoire et dont le contenu assure et sécurise une employabilité des stagiaires ;</li> <li>• Communication orientée entreprise pour le positionnement de futurs salariés (organisation informations collectives, période de stage, jobdating).</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** FAFTT, pilote du dispositif avec l'AFPA

**Public cible :** Réfugiés

**Partenaires mobilisés :** Préfecture de région, Direccte, OPCA, AFPA, OFII, Pôle emploi, FPSPP

**Lien :** <https://www.afpa.fr/programme-hope>

**Référent DIRECCTE :**

[paca.direction@direccte.gouv.fr](mailto:paca.direction@direccte.gouv.fr)

2 sessions de 12 stagiaires en 2017 :

- 1<sup>ère</sup> session : 75 % de retour à l'emploi pérenne ;
- 2<sup>ème</sup> session : 100 % de retour à l'emploi pérenne.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2018 non présenté

### SKOLA<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Le programme SKOLA favorise l'insertion de jeunes en difficulté par une formation de 180 heures en environnement réel au sein d'une boutique des Terrasses du Port à Marseille. Cette méthode de recrutement basée sur l'évaluation in-situ se déroule en boutique école dans le secteur de la vente-conseil, notamment en prêt-à-porter, identifié comme un secteur en forte tension.</p> <p>Cette formation innovante nécessite un accompagnement global des jeunes s'inscrivant dans la durée (levée des freins, coaching, formation certifiante, entreprises partenaires). En attendant l'essaimage prévu à Nice, ce programme porté par AGEFOS PME et ses partenaires enregistre plus de 80 % de retours à l'emploi pérennes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement global des jeunes (Levée des freins, coaching, formation certifiante, entreprises partenaires) ;</li> <li>• Constitution d'un noyau dur de partenaires auquel s'ajoutent des partenaires spécialisés impliqués dans la réussite du projet ;</li> <li>• Méthodologie de formation qui s'appuie sur une mise en situation réelle de vente dans une boutique éphémère avec des marques partenaires (Kaporal et Kult mais aussi de jeunes créateurs) ;</li> <li>• Implication forte des entreprises dès la construction du projet.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Apprentis d'Auteuil

**Public cible :** DE très éloignés de l'emploi (dont jeunes)

**Partenaires mobilisés :** Agefos PME, Fongecif, Pôle Emploi, Mission Locale de Marseille, Association Marseille Solutions, Groupe HAMMERSON (représentant les entreprises), Fondations (AG2R, Veolia, ACCENTURE), CCI Marseille Provence

**Lien :** <https://www.skola.fr/>

**Référént DIRECCTE :** [paca.direction@direccte.gouv.fr](mailto:paca.direction@direccte.gouv.fr)

En 2017 :

- 1<sup>ère</sup> session : 20 stagiaires – 90 % de retour à l'emploi pérenne ;
- 2<sup>ème</sup> session : 12 stagiaires – 75 % de retour à l'emploi.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

## Label Empl'itude<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Ce label territorial, adossé à un référentiel AFNOR créé spécifiquement, valorise les engagements des entreprises en matière d'insertion et d'emploi, quels que soient leur taille et leur secteur d'activité. L'entreprise doit favoriser l'accès à l'emploi sur le territoire, la progression de ses salariés et pérenniser sa démarche par un plan d'actions concret. La dimension territoriale du label en fait un dispositif adaptable aux spécificités et besoins du territoire. C'est un outil de management territorial qui fédère les partenaires institutionnels et économiques. Porté initialement par le PLIE en directions des entreprises impliquées dans le PLIE, le projet concerne aujourd'hui toutes les TPE/PME du territoire. Un essaimage est en cours vers d'autres régions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1<sup>er</sup> label territorial en France (et toujours le seul a priori) valorisant les engagements des entreprises en matière d'insertion et d'emploi ;</li> <li>• Contrairement à d'autres labels nationaux qui concernent majoritairement de grands groupes, Empl'itude est accessible à tout type d'organisation quelque soit sa taille et son secteur d'activité ;</li> <li>• Dimension territoriale forte facilement adaptable aux spécificités et aux besoins de chaque territoire : outil de management territorial qui permet de rassembler et fédérer l'ensemble des ressources disponibles sur un territoire.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** Association Emergence

**Public cible :** Demandeurs d'emploi, créateurs d'entreprise et salariés des organisations labellisées

**Partenaires mobilisés :** Etat, Métropole Aix-Marseille Provence, Région Provence Alpes Côte d'Azur, Département des Bouches-du-Rhône, Ville de Marseille, Etablissement Public Euroméditerranée, Union Patronale des Entreprises 13, CPME 13, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et d'Industrie, Centre des Jeunes Dirigeants, Cap au Nord Entreprendre, Cité des Entrepreneurs, Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée, Femmes 3000, Les Entreprises pour la Cité, Face Sud Provence, Cité des métiers Marseille / Paca, Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, Maison de l'Emploi

**Lien :** <http://www.label-emplitude.fr/default.aspx>

**Référent DIRECCTE :**

[paca.direction@direccte.gouv.fr](mailto:paca.direction@direccte.gouv.fr)

Au 31/03/2018, près de 90 entreprises sont labellisées sur le territoire marseillais dont plus de la moitié de moins de 50 salariés.  
Après 3 ans de labellisation, 70 % reconduisent la démarche.

<sup>1</sup> Projet présenté à la Jite 2018

# Pays de la Loire

Mayenne

## Job coach 53<sup>1</sup>

Descriptif du projet	Valeur ajoutée de la démarche
<p>Ce projet s'appuie sur deux modalités d'accompagnement pour accompagner vers l'emploi en milieu ordinaire des personnes en situation de handicap mental et psychique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'accompagnement individualisé de type « job coaching » qui se prolonge dans l'emploi</li> <li>• les modalités d'accès à l'emploi offertes par l'intérim d'insertion (l'accompagnement offert ne se restreignant pas aux contrats d'intérim : c'est une possibilité supplémentaire offerte au job coach pour son travail de sensibilisation et de démarchage des entreprises).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurisation des entreprises par un partenariat avec une entreprise de travail temporaire d'insertion qui offre la possibilité de passer par un contrat d'intérim avant de porter directement le contrat de travail pour tester la faisabilité et la pertinence de cette intégration ;</li> <li>• Renforcement des liens entre le milieu ordinaire et le milieu protégé.</li> </ul>

**Organisme porteur du projet :** GEIST Mayenne

**Public cible :** Personnes en situation de handicap psychique ou mental

**Partenariats mobilisés :** Geist Mayenne (association gestionnaire de services médicosociaux : *SESSAD, SAMSAH, SAVS, GEM*), Fédération Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie, UIMM 53, Fondation Malakoff Médéric Handicap, Agglomération de Laval, Région Pays de la Loire, Maison départementale de l'Autonomie, Mission Locale, Pôle emploi, Cap emploi, Réseau des CFA de la Mayenne, Direccte, ARS, Conseil départemental de la Mayenne, *ETTI A2i, UNAFAM, SAMETH, FEGAPEI*

**Lien :** <https://geistmayenne.fr/nos-services/pole-insertion-socio-professionnelle/job-coach-53/>

**Référent DIRECCTE :**

[paysdl.direction@direccte.gouv.fr](mailto:paysdl.direction@direccte.gouv.fr)

Résultats obtenus au 31/03/2016 :

- 30 personnes accompagnées ;
- 11 en recherche d'emploi et 19 en emploi (9 CDI ; 4 CDD ; 1 Contrat d'apprentissage ; 3 emplois d'avenir ; 2 intérim d'insertion) ;
- Sur les 19 situations d'emploi, 9 temps plein et 10 temps partiels choisis.

<sup>1</sup> Projet recueilli à la Jite 2016 non présenté